



RAPPORT FINANCIER ANNUEL

DALET S.A.
Société Anonyme au capital de 7.058.945,60 €
Siège social : 8, rue Collange – 92593 Levallois-Perret Cedex

378 017 016 RCS Nanterre

Sommaire

COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2009	4
1 Bilan	4
2 Compte de résultat	5
3 Annexe aux comptes sociaux	6
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	32
COMPTES CONSOLIDES au 31 décembre 2009	35
1. Etat de la situation financière au 31 décembre 2009	35
2. Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2009.....	36
3. Etat du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2009	37
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.....	38
5. Variation des capitaux propres du groupe.....	39
6. Notes annexes aux comptes consolidés	40
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	64
RAPPORT DE GESTION	66
1. Rapport sur la gestion du groupe	66
2. Rapport de gestion sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé	76
Annexe 1 : Tableau des 5 derniers Exercices	91
Annexe 2 Tableau récapitulatif des autorisations d'émission de titre de capital et de créance en cours de validité et niveau de leur utilisation.....	92
Annexe 3 Tableau relatif à la publicité des honoraires des Commissaires aux Comptes.....	95

Déclaration du Président

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

David LASRY
Président directeur général

COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2009

1 Bilan

	Notes	31-déc.-09	31-déc.-08
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	1	9 072 349	9 316 782
Immobilisations corporelles	2	94 933	56 004
Immobilisations financières	3	4 414 014	2 580 607
Total de l'actif immobilisé		13 581 296	11 953 393
Stocks et en cours	4	68 787	82 325
Clients et comptes rattachés	5	4 226 564	4 378 076
Autres créances	6	884 364	1 087 794
Valeurs mobilières de placement	7	1 505 562	1 505 605
Disponibilités		817 761	761 142
Total de l'actif circulant		7 503 038	7 814 942
Charges constatées d'avance	21	137 901	212 234
Charges à répartir sur plusieurs exercices	21	0	0
Ecarts de conversion actif	21	45 505	112 541
Total de l'actif		21 267 740	20 093 110
PASSIF			
Capital		7 058 946	7 010 546
Primes d'émission et de fusion		17 210 516	17 210 516
Réserves		54 356	102 756
Report à nouveau		-11 328 788	-11 456 189
Résultat de l'exercice		1 062 025	127 401
Total des capitaux propres	8	14 057 055	12 995 030
Provisions pour risques et charges	9	60 505	152 834
Emprunts et dettes financières	10	558 826	890 738
Fournisseurs et comptes rattachés		3 531 227	2 373 105
Dettes fiscales et sociales	11	938 609	720 551
Autres dettes	12	220 316	464 048
Total des dettes		5 248 978	4 448 442
Produits constatés d'avance	21	1 891 154	2 452 440
Ecarts de conversion passif	21	10 048	44 364
Total du passif		21 267 740	20 093 110

2 Compte de résultat

pour l'exercice clos le 31 décembre 2009
(montants en euros)

	Notes	2009	2008
Chiffre d'affaires	13	14 195 028	14 235 386
Autres produits d'exploitation	14	2 283 331	2 682 162
Produits d'exploitation		16 478 359	16 917 548
Achats et variation de stocks	15	2 281 453	1 591 621
Autres charges externes	16	9 825 961	10 241 226
Impôts et taxes		181 586	228 396
Charges de personnel		3 052 560	3 198 567
Dotations aux amortissements	17	2 410 990	2 269 333
Dotations aux provisions		218 709	162 228
Autres charges		9 287	8 628
Charges d'exploitation		17 980 546	17 699 999
Résultat d'exploitation		-1 502 187	-782 451
Produits financiers		1 839 811	1 658 479
Charges financières		518 760	917 483
Résultat financier	18	1 321 051	740 996
Résultat courant avant impôts		-181 136	-41 455
Résultat exceptionnel	19	926 123	-24 086
Impôts sur les bénéfices	20	-317 038	-192 942
Résultat net		1 062 025	127 401

3 Annexe aux comptes sociaux

1. Nature et description de l'activité

Dalet propose une gamme complète de solutions de numérisation dans le domaine des médias.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

Dalet SA a bénéficié de l'application d'une clause de retour à meilleure fortune au titre de créances abandonnées en 1998 et 1999 à sa filiale DDMS USA Inc., alors déficitaire. Les bonnes performances de DDMS USA Inc. en 2009 ont permis de rétablir une créance de 1.025.715 euros comptabilisée en produit exceptionnel. Cette opération solde les remboursements potentiels de DDMS USA Inc. au titre de créances antérieurement abandonnées.

Par ailleurs, Dalet SA a fait l'objet d'un contrôle fiscal couvrant la période 2001-2007. Ce contrôle s'est soldé par un redressement minime de 6.290 euros et un réajustement des déficits fiscaux reportables de 913.298 euros, ramenant ceux-ci de 28.051.810 euros à 27.138.512 euros au 31 décembre 2007, date de fin de la période contrôlée.

3. Evénements postérieurs à la clôture

Néant

4. Règles et méthodes comptables

[Code de commerce – articles 8, 9 et 11]

[Décret n° 83 –1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3]

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément à la continuité de l'exploitation, à l'indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Dans le contexte actuel de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées sur la base de la meilleure estimation possible par la Direction de la société à ce jour de l'avenir prévisible.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

- Logiciels acquis

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Ils sont amortis selon le mode linéaire :

- 12 mois si la valeur unitaire est inférieure à 1.500 euros,
- 3 ans si la valeur unitaire est supérieure à 1.500 euros.

- Fonds de commerce

Les fonds de commerce ne sont pas amortis.

Un test de valeur est pratiqué une fois par an, entraînant la comptabilisation d'une provision si la valeur d'évaluation devient inférieure à la valeur inscrite à l'actif du bilan.

- Logiciels créés à usage commercial

Les frais de recherche et développement engagés par la Société sont activés dans le respect des critères définis par les règlements 2002-10 du CRC relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et 2004-6 relatif à la définition des actifs.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les frais d'entretien et de réparations sont constatés en charge dans l'exercice.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : linéaire sur 3 ans,
- Mobilier de bureau : linéaire sur 5 ans,
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans.

- **Immobilisations financières**

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition.

Dans le cas où l'actif net comptable de la filiale est négatif, une provision pour dépréciation des titres de participation est constituée. De plus, il est comptabilisé une provision sur les créances à hauteur de la situation nette négative. Si cette dernière est supérieure aux créances inscrites à l'actif du bilan, une provision complémentaire est comptabilisée en provision pour risque.

Les avances consenties aux filiales en devises étrangères sont converties au cours des devises à la date des transactions ; il est tenu compte des écarts de conversion résultant de la conversion des soldes au cours de clôture.

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements versés.

- **Stocks**

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques.

Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés en tenant compte de l'ancienneté des références.

- **Clients et comptes rattachés**

La société commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Elle évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés d'une part en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatées en provision pour dépréciation. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques. La méthode

d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas.

- **Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés.

- **Ecart de conversion**

Les écarts de conversion qui figurent au bilan correspondent à la différence entre les créances et les dettes converties au cours des devises mensuelles et le cours des devises à la clôture de l'exercice.

- **Actions propres**

Les actions propres sont détenues dans le cadre des plans d'attribution d'actions gratuites accordées par le conseil d'administration.

- **Provisions pour risques**

Des provisions pour risques sont constatées pour couvrir des risques, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

- **Chiffre d'affaires**

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires, en application des normes IAS 18 et IAS 11, sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée contrat par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

- **Résultat exceptionnel**

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

- **Engagements en matière de retraite**

Conformément aux dispositions de la loi française, la société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de fin de carrière. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. L'engagement dû à ce titre n'est pas comptabilisé en provisions pour risques et charges.

- **Instruments financiers**

La Société et ses filiales peuvent avoir recours à des instruments financiers comme des couvertures de change ou des achats d'options pour couvrir des risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt ou de change.

NOTE 1 : Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-09				31-déc.-08
	Valeurs brutes	Amortissements	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Logiciels	347 195	302 181		45 014	64 145
Logiciels créés à usage commercial	9 819 322	7 384 957		2 434 365	1 813 342
Logiciels en cours de réalisation	1 092 970			1 092 970	1 939 295
Fonds de commerce	5 599 092		99 092	5 500 000	5 500 000
Total	16 858 579	7 687 138	99 092	9 072 349	9 316 782

L'évolution des immobilisations incorporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-08	Augmentations	Diminutions	Reclassement	31-déc.-09
Logiciels	341 219	5 976			347 195
Logiciels créés à usage commercial	6 846 995	1 033 032		1 939 295	9 819 322
Logiciels en cours de réalisation	1 939 295	1 092 970		-1 939 295	1 092 970
Fonds de commerce	5 599 092				5 599 092
Total	14 726 601	2 131 978	0	0	16 858 579
<i>Amortissements</i>	5 310 727	2 376 411			7 687 138
<i>Provisions</i>	99 092				99 092
Valeurs nettes	9 316 782		0	0	9 072 349

Le fonds de commerce de 5.599.092 euros correspond :

- à une acquisition de 1998 pour une activité dans le domaine des logiciels audionumériques dénommée Numisys pour 99.092 euros. Le test de valeur pratiqué sur cet actif incorporel a révélé une valeur nulle en raison de l'arrêt définitif des activités. A ce titre, une provision pour dépréciation de 99.082 euros a été comptabilisée en 2005.
- à l'évaluation de l'activité de DDMS France suite à la fusion-absorption de 2003 pour 5.500.000 euros.

Le test de valeur effectué au 31 décembre 2009 sur la base des hypothèses retenues au moment de la fusion a montré une valeur supérieure à celle inscrite au bilan, ne justifiant donc pas la dotation d'une provision.

NOTE 2 : Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-09			31-déc.-08
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Installations générales, agenc. et aménagements divers	19 480	3 925	15 555	12 159
Matériel de transport	47 215	17 104	30 111	15 519
Matériel de bureau et informatique, mobilier	524 902	475 635	49 267	28 326
Total	591 597	496 664	94 933	56 004

L'évolution des immobilisations corporelles et des amortissements s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-08	Augmentations	Diminutions	31-déc.-09
Installations générales, agenc. et aménagements divers	46 381	16 904	43 805	19 480
Matériel de transport	26 674	20 541		47 215
Matériel de bureau et informatique, mobilier	617 706	46 075	138 879	524 902
Total	690 761	83 520	182 684	591 597
<i>Amortissements</i>	634 757	34 579	172 672	496 664
Valeurs nettes	56 004		10 012	94 933

NOTE 3 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-09			31-déc.-08
	Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Titres de participation	10 504 634	7 171 224	3 333 410	2 285 384
Créances rattachées aux participations	1 377 643	351 929	1 025 714	216 273
Prêts et autres immobilisations financières	54 890		54 890	78 950
Total	11 937 167	7 523 153	4 414 014	2 580 607

L'évolution des immobilisations financières et des provisions s'analyse comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-08	Augmentations	Diminutions	31-déc.-09
Titres de participation	10 504 634			10 504 634
Créances rattachées aux participations	570 906	1 025 715	218 978	1 377 643
Prêts et autres immobilisations financières	78 950	44 871	68 931	54 890
Total	11 154 490	1 070 586	287 909	11 937 167
<i>Provisions</i>	8 573 883	259 030	1 309 760	7 523 153
Valeurs nettes	2 580 607			4 414 014

Le détail des filiales et des participations est le suivant à la date du 31 décembre 2009 :

Filiale (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CA H.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations devises 1 €=
				Brute (KE)	Nette (KE)	Brute (KE)	Nette (KE)				
Dalet Digital Média Systems USA	7.172 KUSD	(5.423) KUSD	100,00%	5 768	2 240	1 026	1 026	-	6 861	323	1,394782 USD
Dalet Limited	5 KGBP	72 KGBP	100,00%	8	8	-	-	-	493	12	0,890940 GBP
Dalet Sistemas Espana	60 KE	70 KE	99,98%	60	60	-	-	-	307	12	
Gefen	50 KILS	5.901 KILS	99,90%	10	10	-	-	-	4 820	228	5,468953 ILS
Dalet GmbH	1.023 KE	(8) KE	100,00%	4 602	1 015	-	-	-	300	-9	
Dalet Australia Pty Ltd	-	265 KAUD	100,00%	-	-	-	-	-	372	15	1,772698 AUD
Dalet Systems Asia Pte	100 KSGD	(878) KSGD	100,00%	57	-	352	-	-	274	14	2,024086 SGD
TOTAL				10 505	3 333	1 378	1 026			595	

Note : le cours des devises indiqué dans la colonne "Observations" est celui utilisé pour convertir les éléments du compte de résultat.

Note : Dalet S.A. a perçu 250 000 € de dividende de la part de sa filiale allemande Dalet GmbH.

Les éléments concernant les entreprises liées et les participations se décomposent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-09	31-déc.-08
Titres de participation	10 504 634	10 504 634
Créances rattachées aux participations	1 377 643	570 906
Total immobilisations	11 882 277	11 075 540
Créances clients et comptes rattachés	759 020	655 820
Dettes financières	538 026	810 523
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 715 668	1 192 814
Charges constatées d'avance		
Total	10 387 603	9 728 023
Produits de participation	250 000	650 000
Charges d'intérêt liées aux participations	23 393	27 726

NOTE 4 : Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-08	Augmentations	Diminutions	31-déc.-09
Cartes audionumériques et autres matériels informatiques	88 710		10 313	78 397
Total	88 710	0	10 313	78 397
<i>Provisions</i>	6 385	6 107	2 882	9 610
Valeurs nettes	82 325			68 787

NOTE 5 : Clients et comptes rattachés

Le détail du poste clients est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-08	Augmentations	Diminutions	31-déc.-09
Créances clients	4 812 358	0	52 504	4 759 854
<i>Provisions</i>	434 282	197 602	98 594	533 290
Valeurs nettes	4 378 076			4 226 564

Créances à 1 an au plus	4 316 407	4 166 742
Créances à plus d'un an	495 951	593 112

La répartition entre créances clients hors groupe et groupe est la suivante :

(montants en euros)	31-déc.-08	Augmentations	Diminutions	31-déc.-09
Créances clients - hors groupe	4 156 538		155 704	4 000 834
<i>Provisions</i>	386 837	197 602	84 580	499 859
Valeurs nettes	3 769 701			3 500 975

Créances à 1 an au plus	3 734 660	3 481 795
Créances à plus d'un an	421 878	519 039

Le chiffre d'affaires hors groupe a diminué globalement de 8,7 % :

1. chiffre d'affaires 2008 hors groupe : 13.209.857 euros
2. chiffre d'affaires 2009 hors groupe : 12.055.421 euros

(montants en euros)	31-déc.-08	Augmentations	Diminutions	31-déc.-09
Créances clients - groupe	655 820	103 200		759 020
<i>Provisions</i>	47 445		14 014	33 431
Valeurs nettes	608 375			725 589

Créances à 1 an au plus	581 747	684 947
Créances à plus d'un an	74 073	74 073

NOTE 6 : Autres créances

Elles s'analysent comme suit :

(montants en euros)	31-déc.-09	31-déc.-08	à 1 an au plus	à plus d'un an
Fournisseurs - avance	22 000	2 000	20 000	2 000
Fournisseurs - avoirs non parvenus		28 382	0	
Personnel et comptes rattachés	26 668	25 608	3 560	23 108
Organismes sociaux	2 605	2 494	2 605	
Affacturation - dépôt de garantie	64 452	29 688	64 452	0
Affacturation - créances	317 287	439 982	317 287	
Subvention à recevoir	7 490	121 585	7 490	
Crédit d'impôt recherche	317 038	296 864	317 038	
Taxe sur la valeur ajoutée	126 824	141 191	126 824	
Débiteurs divers	0	0	0	
Total	884 364	1 087 794	859 256	25 108

Créances à 1 an au plus	859 256	1 034 998
Créances à plus d'un an	25 108	52 796

Le poste « Affacturation – créances » se décompose de la façon suivante :

- des cessions de créances clients pour : 600.214 euros
- minorées du financement de ces créances pour : -232.011 euros
- et de dettes sur l'organisme d'affacturation pour : -50.916 euros

NOTE 7 : Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont composées intégralement de Sicav monétaires.

(montants en euros)	31-déc.-08	Augmentations	Diminutions	31-déc.-09
Sicav court terme	1 505 605		43	1 505 562
Total	1 505 605	0	43	1 505 562

Le produit net de cession des Sicav a généré un produit financier de 18.276 euros. La valeur de réalisation des Sicav au 31 décembre 2009 fait apparaître une plus-value latente de 9.168 euros.

NOTE 8 : Variation des capitaux propres

(montants en euros)	31-déc.-08	Augmentation de capital	Affectation du résultat	Résultat 2009	Autres	31-déc.-09
Capital	7 010 546	48 400				7 058 946
Prime d'émission	11 627 998					11 627 998
Prime de fusion	3 241 032					3 241 032
Prime d'apport	2 336 088					2 336 088
Bons de souscription d'actions	5 398					5 398
Réserve légale	6 500					6 500
Réserves indisponibles	73 120	-53 520				19 600
Autres réserves	23 136	5 120				28 256
Report à nouveau	-11 456 189		127 401			-11 328 788
Résultat de l'exercice	127 401		-127 401	1 062 025		1 062 025
Total	12 995 030	0	0	1 062 025	0	14 057 055

L'augmentation de capital de 48.400 euros correspond à la création de 121.000 titres en application d'un plan d'attribution d'actions gratuites.

- **Composition du capital**

Au 31 décembre 2009, le capital de Dalet SA est représenté par 17.647.364 actions d'une valeur nominale de 0,40 euro, soit un capital social de 7.058.945,60 euros.

Les actions composant le capital se répartissent ainsi selon leur nature :

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		en début d'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	en fin d'exercice
titres à vote simple	0.4	13 498 381	-114 353		13 384 028
titres à vote double	0.4	4 027 983	235 353		4 263 336
titres auto détenus	0.4	0			0
Total		17 526 364	121 000	0	17 647 364

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Assemblée générale mixte du 30 mai 2001

L'assemblée générale mixte du 30 mai 2001 a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de Commerce des options donnant droit, si elles sont levées, à la souscription et/ou à l'achat d'actions de la Société dans la limite d'un montant maximum de 417.000 actions nouvelles de 0,40 euro de valeur nominale chacune, étant précisé que ce plafond de 417.000 actions serait commun aux actions auxquelles donnent droit les options de souscription d'actions et celles donnant droit à l'achat d'actions. Cette autorisation avait une validité de 38 mois.

Assemblée générale mixte du 30 juin 2006 :

L'assemblée générale mixte du 30 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et

des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de Commerce des options donnant droit, si elles sont levées, à la souscription et/ou à l'achat d'actions de la Société dans la limite d'un montant maximum de 500.000 actions nouvelles de 0,40 euro de valeur nominale chacune, étant précisé que ce plafond de 500.000 actions serait commun aux actions auxquelles donnent droit les options de souscription d'actions et celles donnant droit à l'achat d'actions.

Options attribuées par le conseil d'administration dans le cadre de ces délégations :

Conseil d'administration du 2 juillet 2004

Le conseil d'administration en date du 2 juillet 2004 a attribué 107.100 options donnant droit de souscrire 107.100 actions de 0,40 euro de nominal à un prix unitaire de 1,15 euro.

Conseil d'administration du 18 juillet 2006

Le conseil d'administration en date du 18 juillet 2006 a attribué 94.400 options donnant droit de souscrire 94.400 actions de 0,40 euro de nominal à un prix unitaire de 1,16 euro.

Synthèse des options attribuées en cours de validité au 31 décembre 2009

Caractéristiques des plans	Plan 3	Plan 4
Date du conseil d'administration	02/07/2004	18/07/2006
Date d'assemblée générale	30/05/2001	30/06/2006
Nombre de personnes concernées	35	51
<i>Dont mandataires sociaux</i>	0	0
Nombre d'options de souscriptions attribuées	107 100	94 400
<i>Dont mandataires sociaux</i>	0	0
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	107 100	94 400
Point de départ d'exercice des options	02/07/2005	18/07/2007
Date d'expiration de l'exercice des options	01/07/2009	18/07/2011
Prix de souscription par action	1,15	1,16
Nombre d'actions souscrites au cours de l'exercice 2009	0	0
Nombre d'actions souscrites au 31/12/09	2 750	0
Options annulées durant l'exercice	50 000	3 900
Options en vigueur au 31/12/09	0	63 000

Au total, il reste 63.000 options de souscription d'action susceptibles d'être exercées au 31 décembre 2009.

- **Attribution d'actions gratuites**

Assemblée générale mixte du 30 juin 2006 :

L'assemblée générale mixte du 30 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-2 du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5% du capital soit 579.531 actions. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Assemblée générale mixte du 26 juin 2008 :

L'assemblée générale mixte du 26 juin 2008 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce à des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 18 juillet 2006

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2006, le Conseil d'administration a attribué 50.000 actions gratuites.

A l'issue de la période d'acquisition de deux ans, les 50.000 actions ont été acquises et portées au compte du bénéficiaire.

Conseil d'administration du 23 février 2009

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 26 juin 2008, le Conseil d'administration en date du 23 février 2009 a attribué 49.000 actions gratuites à des salariés du groupe.

Conseil d'administration du 21 septembre 2009

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2006, le Conseil d'administration en date du 11 septembre 2007 a attribué 132.800 actions gratuites à émettre.

Compte tenu du départ de la société de plusieurs attributaires, il demeurait 121.000 actions à attribuer à l'issue de la période d'acquisition de 2 ans. Dans sa séance du 21 septembre 2009, le Conseil d'administration a attribué les 121.000 actions aux bénéficiaires et décidé l'augmentation de capital corrélative.

NOTE 9 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

(montants en euros)	31-déc.-08	Dotations	Reprises		31-déc.-09
			provision utilisée	provision non utilisée	
Provision pour perte de change	112 541	45 505	112 541		45 505
Provision pour perte sur contrat	9 500		9 500		0
Provision pour prestations à fournir		15 000			15 000
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	30 793			30 793	0
Total	152 834	60 505	122 041	30 793	60 505

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	15 000	40 293
Résultat financier	45 505	112 541
Résultat exceptionnel		0

L'ensemble des écarts de conversion – actif sont provisionnés.

Les pertes sur contrat sont des pertes à terminaison. Il n'a pas été recensé de contrat déficitaire au 31 décembre 2009.

La provision pour prestations à fournir correspond à la valorisation en jours hommes au coût direct journalier de l'engagement pris vis-à-vis d'un client sans contrepartie financière.

Le 21 septembre 2009, le Conseil d'administration a décidé l'attribution définitive d'actions gratuites aux salariés au moyen d'une augmentation de capital. La provision préalablement constituée a été reprise.

NOTE 10 : Emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts et dettes financières sont les suivants :

(montants en euros)	31-déc.-08	Augmentations	Diminutions	31-déc.-09	à 1 an au plus	à plus d'un an
Concours bancaires	2 877	188		3 065	3 065	
Emprunts bancaires	10 647	15 000	7 943	17 704	7 200	10 504
Emprunt - intérêts courus	24	31	24	31	31	
Filiale Dalet GmbH (Allemagne)	810 523		272 497	538 026		538 026
Avances remboursables	66 667		66 667			
Total	890 738	15 219	347 131	558 826	10 296	548 530
Dettes à 1 an au plus					76 586	10 296
Dettes à plus d'un an					814 152	548 530

Avances remboursables :

L'avance de 66.667 euros accordée par le Ministère de l'Industrie a été remboursée en 2009. Cette avance n'était pas soumise à intérêt.

NOTE 11 : Dettes fiscales et sociales

Le détail des dettes fiscales et sociales est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-09	31-déc.-08	à 1 an au plus	à plus d'un an
Personnel et comptes rattachés	407 398	306 073	407 398	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	338 375	314 201	338 375	
Taxe sur la valeur ajoutée	113 862	15 520	113 862	
Autres impôts taxes	78 974	84 757	78 974	
Total	938 609	720 551	938 609	0

Dettes à 1 an au plus	938 609	720 551
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 12 : Autres dettes

Le détail des autres dettes est le suivant :

(montants en euros)	31-déc.-09	31-déc.-08	à 1 an au plus	à plus d'un an
Avances et acomptes reçus sur commandes	220 316	464 048	220 316	
Total	220 316	464 048	220 316	0

Dettes à 1 an au plus	220 316	464 048
Dettes à plus d'un an	0	0

NOTE 13 : Chiffre d'affaires

(montants en euros)	CA 2009 par nature			CA 2008
	Hors groupe	Groupe	Total	Hors groupe
Ventes de licences	2 814 599	1 503 123	4 317 722	5 036 685
Prestations de services	6 119 931	165 092	6 285 023	5 528 761
Ventes de matériel	2 921 738	38 258	2 959 996	2 177 348
Refacturation de frais généraux	199 153	433 134	632 287	467 063
Total	12 055 421	2 139 607	14 195 028	13 209 857

(montants en euros)	CA 2009 par secteur géographique			CA 2008
	Hors groupe	Groupe	Total	Hors groupe
Europe	10 030 504	22 341	10 052 845	9 212 412
Amériques	277 924	2 081 553	2 359 477	743 548
Afrique / Moyen-Orient	1 094 400	17 690	1 112 090	1 991 671
Asie / Océanie	652 593	18 023	670 616	1 262 226
Total	12 055 421	2 139 607	14 195 028	13 209 857

Le chiffre d'affaires total en 2008 était de 14.235.386 euros, il a légèrement baissé en 2009.

Le chiffre d'affaires hors groupe a diminué globalement de 8,7 %, les ventes de matériel ont augmenté de 34 % et les ventes de licences ont chuté de 44 %.

La zone Europe a progressé de 9 % et représente 83 % du chiffre d'affaires total hors groupe 2009, les autres zones ont en moyenne diminué de moitié.

NOTE 14 : Autres produits d'exploitation

Le détail des autres produits d'exploitation est le suivant :

(montants en euros)	2009	2008
Production immobilisée	2 130 292	2 501 670
Subventions d'exploitation	1 881	46 904
Reprises sur provisions	141 769	88 138
Autres produits d'exploitation	111	316
Transferts de charges d'exploitation	9 278	45 134
Total	2 283 331	2 682 162

La production immobilisée correspond à la valeur brute des frais de développement de logiciels comptabilisée en immobilisation incorporelle.

Les reprises sur provisions comprennent principalement des reprises de provisions :

- pour pertes sur contrats pour 9.500 euros,
- pour charge pour attribution d'actions gratuites aux salariés pour 30.793 euros,
- pour dépréciation des clients et du stock pour 101.476 euros.

NOTE 15 : Achats et variation de stocks

(montants en euros)	2009	2008
Ventes de matériel	2 959 996	2 224 993
Achats et variation de stocks	2 281 453	1 591 621
Marge	678 543	633 372
en pourcentage	22.9%	28.5%

La baisse du taux de marge s'explique par une remise commerciale appliquée sur une commande inhabituelle de plus d'un million d'euros. Il n'y a pas d'origine structurelle à la baisse de la marge.

NOTE 16 : Autres charges externes

L'évolution des autres charges externes est la suivante :

(montants en euros)	2009	2008
Sous-traitance	5 900 645	5 426 791
Achats non stockés	32 375	32 262
Crédit-bail	16 372	13 069
Location et charges locatives	190 326	290 621
Entretien réparation	35 795	44 813
Assurances	120 985	96 988
Rémunération d'intermédiaires	105 145	106 903
Honoraires	1 983 601	2 373 819
Publicité salons	393 060	507 025
Transports	37 859	73 667
Déplacement mission réception	815 601	1 045 849
Frais postaux et telecom	132 222	161 847
Autres charges externes	61 975	67 572
Total	9 825 961	10 241 226

Le détail du poste « Honoraires » est le suivant :

(montants en euros)	2009	2008
Commissions sur ventes	249 134	573 544
Commissions des petites filiales	1 397 969	1 475 117
Rémunération de l'affacturage	30 503	32 763
Rémunération des VIE (Volontariat International en Entreprise)	94 052	50 401
Honoraires des auditeurs	68 964	80 053
Honoraires juridiques	69 368	64 290
Divers	73 611	97 651
Total	1 983 601	2 373 819

NOTE 17 : Dotations aux amortissements

(montants en euros)	2009	2008
Dotations sur immobilisations incorporelles		
Logiciels	25 107	6 541
Logiciels créés à usage commercial	2 351 304	2 230 601
	2 376 411	2 237 142
Dotations sur immobilisations corporelles		
Installations générales, agenc. et aménagements divers	3 496	4 373
Matériel de transport	5 949	5 572
Matériel de bureau et informatique, mobilier	25 134	22 246
	34 579	32 191
Total des dotations aux amortissements	2 410 990	2 269 333

NOTE 18 : Résultat financier

(montants en euros)	2009	2008
Produits financiers		
Dividendes reçus	250 000	650 000
Revenus sur créances rattachées aux titres de participations	0	0
Gains de change	149 232	149 369
Plus values sur VMP	18 278	28 391
Reprises sur provisions	1 422 301	830 719
	1 839 811	1 658 479
Charges financières		
Charges d'intérêts et agios	24 454	28 984
Charges d'intérêts sur emprunt obligataire convertible (EOC)	0	-2
Charges d'intérêts sur affacturage	5 903	18 284
Pertes de change	180 343	343 042
Dotations aux provisions	304 535	512 052
Autres charges financières	3 525	15 123
	518 760	917 483
Résultat financier	1 321 051	740 996

Le détail des postes significatifs est le suivant :

(montants en euros)	2009	2008
Titres de participation	1 307 056	730 559
Créances rattachées sur titres	2 704	0
Perte de change	112 541	100 160
Total des reprises	1 422 301	830 719
Titres de participation	259 030	380 693
Créances rattachées sur titres	0	18 818
Pertes de change	45 505	112 541
Total des dotations	304 535	512 052

NOTE 19 : Résultat exceptionnel

(montants en euros)	2009	2008
Produits exceptionnels		
Retour à meilleure fortune / créances filiales	1 025 715	0
Produits sur exercices antérieurs	26 628	27 453
Produits cession des éléments d'actif	250	17 126
Reprises sur provisions		26 000
Autres produits exceptionnels	6 000	
	1 058 593	70 579
Charges exceptionnelles		
Rappel d'impôt et intérêts de retard associés	6 290	
Charges sur exercices antérieurs	5 305	8 132
Valeur nette des immobilisations cédées	10 012	19 513
Litige avec le personnel		22 000
Dotations aux provisions		
Conséquences financières d'un changement de bail locatif	110 372	
Autres charges exceptionnelles	491	2 332
Dotations aux amortissements		42 688
	132 470	94 665
Résultat exceptionnel	926 123	-24 086

Le produit exceptionnel d'un montant de 1.025.715 euros concerne le retour à meilleure fortune relatif à l'abandon de créances au titre des exercices 1998 et 1999 accordé à notre filiale américaine Dalet Digital Media Systems USA, Inc.

NOTE 20 : Impôt sur les sociétés

Les montants d'impôt sont pour l'essentiel le crédit d'impôt recherche.

(montants en euros)	2009	2008
Impôt sur les bénéfices		
Crédit d'impôt recherche	-317 038	-192 942
Total	-317 038	-192 942

Le déficit reportable des exercices antérieurs s'élève à 29.033.362 euros.

Un redressement fiscal concernant la période du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2007 a porté sur les déficits reportables qui enregistrent une diminution de 913.298 euros.

Le déficit fiscal de l'exercice se monte à 1.605.345 euros.

Les déficits reportables au 31 décembre 2009 s'élèvent à 29.725.409 euros.

NOTE 21 : Autres informations

1. Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des organes d'administration et de direction s'est élevée à 313.885 euros pour l'exercice 2009.

2. Provisions pour risques et pour dépréciation

(montants en euros)	31-déc.-08	Dotations	Reprises	31-déc.-09
Provisions pour risques et charges				
Provision pour perte de change	112 541	45 505	112 541	45 505
Provision pour perte sur contrat	9 500		9 500	
Provision pour prestations à fournir		15 000		15 000
Provision pour attribution d'actions gratuites aux salariés	30 793		30 793	
	152 834	60 505	152 834	60 505
Provision pour dépréciation				
Fonds de commerce	99 092			99 092
Titres de participation	8 219 250	259 030	1 307 056	7 171 224
Créances rattachées aux participations	354 633		2 704	351 929
Stocks et en-cours	6 385	6 107	2 882	9 610
Comptes clients	434 282	197 602	98 594	533 290
	9 113 642	462 739	1 411 236	8 165 145

Impact des dotations et reprises sur le :

Résultat d'exploitation	218 709	141 769
Résultat financier	304 535	1 422 301
Résultat exceptionnel		

3. Transferts de charges

(montants en euros)	2009	2008
Avantage en nature / voiture	7 168	8 471
Avantage en nature / téléphone	2 110	2 190
Attribution d'actions gratuites		30 793
Remboursement sinistre		3 680
Total (exploitation)	9 278	45 134

4. Crédit-bail

(montants en euros)	Valeur d'origine	Dotations théoriques aux amortissements		Valeur nette théorique	Redevances	
		exercice	cumulées		exercice	cumulées
Logiciels	38 112		38 112	0		43 005
Matériel de transport	85 897	10 098	68 326	17 571	10 866	79 466
Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 619	4 873	5 279	9 340	5 544	6 006
Total	138 628	14 971	111 717	26 911	16 410	128 477

(montants en euros)	Redevances restant à payer				Prix d'achat résiduel	Montant pris en charge dans l'exercice
	à un an au plus	à plus d'un an et moins de cinq ans	à plus de cinq ans	total		
Logiciels				0		
Matériel de transport	11 324	3 204		14 528	305	10 828
Matériel de bureau et informatique, mobilier	5 544	5 082		10 626	1	5 544
Total	16 868	8 286	0	25 154	306	16 372

5. Comptes de régularisation

(montants en euros)	31-déc.-09	31-déc.-08
<u>Produits constatés d'avance</u>		
Maintenance	1 607 729	2 055 918
Soft	190 893	231 827
Prestations de services	76 178	92 338
Ventes de matériel	14 354	70 357
Refacturation de frais généraux	2 000	2 000
	1 891 154	2 452 440
<u>Charges constatées d'avance</u>		
Sous-traitance	78 586	10 767
Achats	0	36 588
Crédit-bail	253	214
Location et charges locatives	5 050	64 560
Entretien réparation	2 260	158
Assurances	9 094	9 864
Honoraires	16 780	16 092
Publicité salons	7 570	59 587
Déplacement mission réception	838	1 575
Frais postaux et telecom	2 220	2 357
Autres charges externes	500	476
Taxes	9 067	2 600
Médecine du travail	0	1 904
Chèques restaurant	4 296	5 377
Charges financières	1 387	115
	137 901	212 234

<u>Ecart de conversion</u>	Actif	Provision pour perte de change	Passif
Sur créances rattachées aux participations	25 302	25 302	
Sur autres créances	4 474	4 474	9 873
Sur fournisseurs	15 729	15 729	175
Total	45 505	45 505	10 048

(montants en euros)	31-déc.-09	31-déc.-08
Produits à recevoir		
Créances clients et comptes rattachés	1 759 514	1 486 821
Autres créances	0	28 382
	1 759 514	1 515 203
Charges à payer		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 096	2 902
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 264 969	760 489
Dettes fiscales et sociales	645 374	497 066
Autres dettes	0	0
	1 913 440	1 260 457

6. Effectif moyen

Personnel salarié	2009	2008
Cadres	29	28
Employés	1	1
Total	30	29

Personnel mis à disposition de l'entreprise	2009	2008
Cadres	1.0	1.6
Employés		
Total	1.0	1.6

7. Engagements hors bilan

Nature de l'opération	Montant (euros)	Echéance
1/ Engagements donnés		
Cautions bancaires obtenues sur marchés :		
- Soumission	5.793	illimitée
	2.636	illimitée
- Bonne exécution	42.075	30/04/2010
Indemnités de fin de carrière évaluées selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (<i>ou méthode du prorata des droits à terme</i>)	225.136	
Droit Individuel à la Formation (2.409 heures)	39.861	
2/ Engagements reçus		
Engagements avec clause de retour à meilleure fortune au bénéfice de Dalet S.A.		
- ENNOV S.A. au titre des avoirs accordés en 2001	46.916	
- Dalet GmbH au titre de l'abandon de créances restant sur l'exercice 2001	633.333	
- Dalet GmbH au titre des abandons transférés lors de l'acquisition	4.594.906	

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité, et de leur financement. Le manque de visibilité sur le futur crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. Ces conditions sont décrites dans la note 4 de l'annexe aux comptes annuels. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que

nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce.

Règles et méthodes comptables :

- Comme indiqué dans la note « immobilisations incorporelles » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, les frais de développement engagés par votre société sont activés et amortis dans le respect des principes définis par les règlements CRC 2004-06 relatif à la définition des actifs et CRC 2002-10 relatif à la dépréciation et l'amortissement des actifs.
- La note « Immobilisations financières » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels indique que votre société peut être amenée à constater une provision pour dépréciation des titres de participation et des créances rattachées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable de ces titres et créances.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes appliquées et des informations fournies dans l'annexe.

Estimations :

- Comme décrit dans la note « immobilisations incorporelles » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, votre société peut être amenée à constater une provision pour dépréciation de ses fonds de commerce afin de ramener la valeur inscrite à l'actif du bilan à leur valeur d'évaluation. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et hypothèses utilisées ainsi que les calculs effectués par votre société pour déterminer la valeur d'évaluation. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

Alain LAHMI

Deloitte & Associés

Jean-Luc BERREBI

COMPTES CONSOLIDÉS au 31 décembre 2009

1. Etat de la situation financière au 31 décembre 2009

Etat de la situation financière (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-09 12 mois	31-déc.-08 12 mois
Goodwill	1	0	180
Immobilisations incorporelles	2	3 592	3 849
Immobilisations corporelles	3	374	366
Actifs financiers à long terme	4	66	132
Disponibilités bloquées à long terme	5	251	265
Autres actifs non courants	6	192	135
Impôts différés actifs	25	440	292
ACTIF NON COURANT		4 915	5 219
Stocks		112	106
Clients	7	6 190	6 062
Autres débiteurs	8	556	796
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9	4 683	4 191
Actifs d'impôts exigibles		332	403
ACTIF COURANT		11 873	11 558
TOTAL ACTIF		16 788	16 777
Capital	10	7 059	7 010
Primes		17 209	17 209
Réserves consolidées		-16 048	-16 309
Résultat Consolidé		66	165
Paiement fondé sur des actions		40	153
Réserves de conversion		525	568
Capitaux propres part du groupe		8 851	8 796
Intérêts minoritaires		5	5
CAPITAUX PROPRES		8 856	8 801
Dettes financières à long terme	11	38	17
Provisions à long terme	12	225	150
Impôts différés passifs	25	450	413
PASSIF NON COURANT		713	580
Provision à court terme	13	50	120
Dettes financières à court terme	14	328	118
Dettes d'impôt exigible		7	4
Fournisseurs		2 010	1 549
Dettes fiscales et sociales	15	1 810	1 557
Autres créditeurs	16	3 014	4 048
PASSIF COURANT		7 219	7 396
TOTAL PASSIF		16 788	16 777

2. Compte de résultat consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Compte de Résultat consolidé (en milliers d'euros)	Notes	31-déc.-09 12 mois	31-déc.-08 12 mois
Chiffre d'affaires net	17	19 263	17 821
Autres produits des activités ordinaires		0	8
Achats et autres charges externes	18	-9 305	-8 233
Charges de personnel		-6 811	-6 730
Impôts et taxes		-231	-271
Dotations amortissements	19	-2 548	-2 437
Dotations provisions nettes des reprises	20	-85	-214
Autres produits et charges exploitation	21	-17	86
Résultat Opérationnel Courant		266	30
Autres produits et charges opérationnels	22	-290	-367
Résultat Opérationnel		-24	-337
Produits de trésorerie		28	59
Coût de l'endettement financier brut	23	-12	-30
Coût de l'endettement financier net		16	29
Autres produits et charges financiers	24	-15	-70
Résultat courant avant impôt		-23	-378
Impôts sur les résultats	25	89	544
Résultat net de l'ensemble consolidé		66	166
Dont part du groupe		66	165
Dont part des minoritaires			1

Résultat net par action (en euros) 0,00 € 0,00 €

Résultat net dilué par action (en euros) 0,00 € 0,00 €

Nombre moyen d'actions 17 559 846 17 526 364

Nombre moyen d'actions dilué 17 671 846 17 643 264

Nombre d'actions ordinaires 17 647 364 17 526 364

Options de souscription d'actions 63 000 116 900

Actions gratuites 49 000

3. Etat du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2009

(en milliers d' euros)	31-déc-09	31-déc-08
Résultat net	66	166
Ecart de conversion	-37	54
Couverture de flux de trésorerie	0	0
Impôt différé sur couverture de flux de trésorerie	0	0
Titres disponibles à la vente	0	0
Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres	-5	10
Total des autres éléments du résultat global	-42	64
Resultat global	24	230
dont part du groupe	24	229
dont intérêts minoritaires	0	1

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE (en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
	12 mois	12 mois
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	66	166
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	2 554	2 405
+/- perte de valeur sur actifs à long terme	180	238
-/+ Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-5	10
+/- Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	31	91
-/+ Plus et moins-values de cession	22	3
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	2 848	2 913
+ Coût de l'endettement financier net	-16	-29
+/- Charge d'impôt (y compris impôts différés)	-89	-544
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	2 743	2 340
- Impôts versé (B)	-37	4
+/- Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)(C)	-197	300
+/- Variation des autres actifs et passifs non courants liés à des activités à céder (C')	0	1 211
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D) = (A + B + C+C')	2 509	3 855
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-2 356	-2 751
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	27	18
+/- Variation des prêts et avances consentis	68	64
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	-2 261	-2 669
-/+ Rachats et reventes d'actions propres	0	-44
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	72	0
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-54	-71
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-12	-74
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	255	-541
= FLUX NET de TRESORERIE LIE aux OPERATIONS de financement (F)	261	-730
+/- Incidence des variations des cours des devises (G)	-17	22
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (D + E + F + G)	492	478
<u>Trésorerie à la clôture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents	4 683	4 191
<u>Trésorerie à l'ouverture de la période</u>		
Trésorerie et équivalents	4 191	3 713
variation	492	478

5. Variation des capitaux propres du groupe

(en milliers d'euros)	Capital	Prime	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Paiement fondé sur des actions	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres TOTAL
situation IFRS au 31 décembre 2007	7 010	17 209	-16 336	515		122	8 520	4	8 524
Résultat 2008			165				165	1	166
<i>Ecarts de conversion</i>			1	53			54		54
<i>Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</i>			10				10		10
Total des autres éléments du résultat global			11	53			64		64
Résultat global							229	1	230
IFRS 2 - stock option						31	31		31
Titres auto-contrôle									
Résultat / titres auto-contrôle			16				16		16
situation IFRS au 31 décembre 2008	7 010	17 209	-16 144	568		153	8 796	5	8 801
Résultat 2009			66				66		66
<i>Ecarts de conversion</i>			6	-43			-37		-37
<i>Autres produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres</i>			-5				-5		-5
Total des autres éléments du résultat global			1	-43			-42		-42
Résultat global							24		24
Augmentation de capital	49		-49						
IFRS 2 - stock option			144			-113	31		31
Titres auto-contrôle									
Résultat / titres auto-contrôle									
situation IFRS au 31 décembre 2009	7 059	17 209	-15 982	525		40	8 851	5	8 856

6. Notes annexes aux comptes consolidés

6.1. NOTES PRELIMINAIRES

6.1.1. Informations relatives à l'entreprise

Dalet est une société anonyme à Conseil d'administration dont le siège social est situé au 8 rue Collange, 92593 Levallois-Perret Cedex. Les états financiers consolidés du groupe intègrent la société et ses filiales.

Dalet conçoit des logiciels de gestion de contenu numérique audio et vidéo, essentiellement pour des diffuseurs Radio et Télévision. Certaines applications de « media asset management » ou d'acquisition de données ont permis l'extension de son offre à d'autres marchés, comme les tribunaux des pays autorisant les enregistrements ou les parlements.

6.1.2. Déclaration de conformité aux IFRS

Dalet se conforme au règlement européen du 19 juillet 2002 relatif à l'application à compter du 1er janvier 2005 des normes IAS / IFRS.

La préparation des états financiers en normes IFRS au 31 décembre 2009 repose sur les normes et interprétations publiées à cette date, adoptées par l'Union Européenne, et sur les options retenues par le groupe.

L'application de la norme IAS 1 révisée « Présentation des Etats financiers », entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009, a un impact en termes de présentation des états financiers sur l'ensemble des périodes présentées. Dans le cadre de ce changement de méthode comptable, le groupe a pris pour option de :

- Modifier l'appellation du bilan qui devient « Etat de la situation financière »
- Compléter le compte de résultat par un « Etat du résultat global » qui regroupe le résultat de l'exercice et les autres produits et charges enregistrés directement en capitaux propres.

La première application de la norme IFRS 8 « Segments opérationnels » qui traite des informations à fournir au titre des segments opérationnels, n'a pas d'impact sur les secteurs opérationnels tels que précédemment définis.

Ces comptes comprennent, à titre comparatif, des données relatives à l'exercice 2008 traitées selon les mêmes règles.

Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire en 2009 :

Normes		Date d'application		Impacts Groupe en 2009
		UE	Groupe	
IAS 1 Révisée	Présentation des états financiers	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Présentation modifiée des états financiers
IAS 23 Révisée	Coûts d'emprunts	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IAS 28 Amendement	Dépréciation de la participation dans une entreprise associée	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IAS 28 / IAS 31 Amendement	Informations à fournir concernant les participations	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IAS 32 et IAS 39 Amendement	Instruments remboursables par anticipation	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IAS 38	Activités de publicité et de promotion	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence significative sur les comptes du Groupe
IAS 39 Amendement	Reclassification instruments financiers	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IAS 40 Amendement	Immeubles de placement en cours de construction ou d'aménagement	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRS 2 Amendement	Paiement fondé sur des actions – Conditions d'acquisition des droits et annulation	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRS 7 Amendement	Amélioration des informations sur les instruments financiers	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRS 8	Segments opérationnels	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRS 1 / IAS 27 Amendement	Coût d'un investissement dans une filiale, une co-entreprise et une joint-venture	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRIC 11	Actions propres et transactions intragroupe	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRIC 13	Programme de fidélisation des clients	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence sur les comptes du Groupe
IFRIC 14	IAS 19 – Limitation de l'actif au titre de prestations définies	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009	Sans incidence significative sur les comptes du Groupe

6.2. AUTRES NOTES

6.2.1. Principes comptables

Règles de consolidation et périmètre

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Dalet exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle est présumé exister lorsque Dalet détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une activité économique afin d'en obtenir des avantages.

Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

Les sociétés appartenant au périmètre de consolidation de la période sont les suivantes :

Nom de la société	Méthode de Consolidation	% intérêts	% de contrôle	Pays d'activité
Dalet S.A	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100%	100%	Angleterre
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100%	100%	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89%	99,89%	Israël
Dalet GmbH	Intégration Globale	100%	100%	Allemagne
Dalet Sistemas España	Intégration Globale	99,98%	99,98%	Espagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100%	100%	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100%	100%	Singapour

Il n'a pas été constaté de variation du périmètre de consolidation ni des pourcentages de contrôle au cours de la période.

o Date d'arrêt des comptes

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2009 mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

o Conversion des états financiers en devises

La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel l'entité opère.

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de la période clôturée. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "réserves de conversion" des capitaux propres consolidés.

Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

o Opérations en devises

Les opérations en monnaie étrangère sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de clôture. Tous les écarts sont enregistrés en résultat à l'exception des éléments qui en substance font partie de l'investissement net dans les filiales étrangères qui sont comptabilisés dans les capitaux propres.

Bases de préparation :

Les états financiers sont présentés en millier d'euros.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés et classés en actifs détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Dans le contexte actuel de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2009 ont été réalisées sur la base de la meilleure estimation possible par la direction de la société de l'avenir prévisible et ont été évaluées dans le cadre d'hypothèses prenant en compte une crise économique dont la durée serait limitée dans le temps.

Principes de présentation

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de la période ainsi que la trésorerie disponible et les valeurs mobilières de placement constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de la période constituent des dettes courantes.

Par ailleurs, dans un souci de clarté de lecture de ses comptes et en conformité avec les recommandations du Conseil National de la Comptabilité (CNC R-2004-02) et de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), le groupe a fait le choix d'isoler les éléments non récurrents significatifs au sein de son « Résultat opérationnel » et matérialisera à ce titre le « Résultat opérationnel courant » et les « Autres produits et charges opérationnels ». Ces derniers ne comprennent que des éléments en nombre limité, inhabituels et peu fréquents, de montant particulièrement significatif, généralement repris dans la communication financière.

Règles et méthodes d'évaluation

○ Goodwill

L'écart calculé entre le coût d'achat de participations acquises et la quote-part revenant au groupe dans les actifs et les passifs identifiés de l'entreprise acquise valorisés à leur juste valeur est inscrit au poste « Goodwill » et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise.

Ultérieurement, ces goodwills sont évalués à leurs coûts diminués d'éventuelles pertes de valeurs.

○ Frais de développement

Les frais de développement engagés dans le cadre de la création de progiciels (nouveaux projets et développement de modules existants) sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de commercialisation prévue des progiciels compte tenu des évolutions technologiques constatées sur ce marché.

Les frais de développement ne répondant pas aux critères exposés ci-dessus sont comptabilisés en charges d'exploitation, au fur et à mesure de leur engagement.

○ Autres Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les valeurs comptables des actifs incorporels et corporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la durée d'utilisation attendue des différentes catégories d'immobilisations. Ces durées sont principalement les suivantes :

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans.
- Matériel de bureau : linéaire sur 5 ans.
- Agencements, installations : linéaire sur 7 ans.
- Logiciels : linéaire sur une durée de 1 à 3 ans

Les frais d'entretien et de réparation sont constatés en charges de l'exercice.

○ Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de dépôts et cautionnements, comptabilisés à leur valeur historique.

○ Impôts différés

Conformément à la norme « IAS 12 Impôts sur le résultat », les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre le résultat retraité pour être mis en harmonie avec les principes comptables du groupe et le résultat fiscal de chaque entité consolidée. Le taux d'impôt retenu est celui en vigueur à la date de l'arrêté.

Les actifs d'impôt différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs existeront sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

○ Stocks

Les stocks sont constitués principalement de cartes audionumériques.

Les stocks de cartes sont valorisés selon la méthode FIFO. Ils sont provisionnés si leur valeur de réalisation possible devient inférieure à leur coût d'acquisition.

○ Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les valeurs mobilières de placement (VMP) comprennent principalement des parts d'OPCVM de trésorerie qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme et ne présentent pas de risque de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts. Les VMP sont comptabilisées à la juste valeur : les variations de celle-ci sont comptabilisées en résultat de la période, conformément à la norme « IAS 39 Instruments financiers, comptabilisation et évaluation ».

○ Clients et comptes rattachés

Le groupe commercialise ses services auprès d'une clientèle variée. Il évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables.

Les risques de recouvrement clients sont appréciés en tenant compte des difficultés de recouvrement identifiées et constatés en provision pour dépréciation. La méthode d'évaluation retenue combine une analyse de l'ancienneté des comptes clients (pourcentage de dépréciation variant selon l'ancienneté) avec des estimations de la Direction réalisées au cas par cas. D'autre part, les éventuels litiges techniques avec certains clients font l'objet d'une provision pour risques.

Le groupe à travers la société Dalet procède à l'affacturage d'une partie de ses créances. La société d'affacturage prend en charge le recouvrement des créances. Dalet possède un droit de tirage à hauteur d'une fraction des créances cédées. Les créances clients cédées sont maintenues dans le poste « clients » et les créances ayant fait l'objet d'un tirage figurent dans le poste « dettes financières à court terme ».

○ Provisions à court terme.

Les obligations du groupe à l'égard des tiers, connues à la date d'arrêté des comptes consolidés et susceptibles d'entraîner une sortie de ressources certaine ou probable sans contre partie au moins équivalente, font l'objet de provisions lorsqu'elles peuvent être estimées avec une fiabilité suffisante conformément à la norme « IAS 37 : Provisions, passifs éventuels, et actifs éventuels ».

Les provisions pour litiges font l'objet d'une analyse au cas par cas.

En ce qui concerne les provisions pour restructurations, le coût estimé des mesures de restructuration est pris en charge dès que celles-ci ont fait l'objet d'un plan détaillé et d'une annonce ou d'un début d'exécution.

- Engagements en matière de retraite (provisions à long terme)

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte des écarts actuariels qui sont comptabilisés en charge opérationnelle courante de l'exercice.

Il n'y a pas d'autre régime à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi dans les sociétés du groupe.

- Actions propres

Les achats d'actions propres sont enregistrés en diminution des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes de cession sont inscrits dans les réserves consolidées.

- Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est déterminé sur la base du résultat consolidé ramené au nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le résultat net consolidé par action après dilution est calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant l'exercice augmenté du nombre d'actions qui résulterait de la levée de tous les bons ou options de souscription d'actions attribués.

- Chiffre d'affaires

Les règles de prise en compte du chiffre d'affaires, en application des normes IAS 18 et IAS 11, sont les suivantes :

Prestations faisant l'objet d'un forfait

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Une provision pour perte à terminaison est constatée par contrat dès qu'une perte est anticipée. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

Les prestations pouvant être isolées sont reconnues au moment de leur réalisation.

Intégration de Systèmes associée à des ventes de progiciels ou de matériels (projets dits "complexes")

La part de revenu relative aux ventes de progiciels et matériels associés à la réalisation de projets complexes est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité élevé et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

Ventes de Progiciels et de Matériel

Pour les ventes de progiciels et de matériel seules, la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété est transféré à l'acheteur.

Maintenance

Le chiffre d'affaires relatif à ces prestations est enregistré prorata temporis sur la durée du contrat.

6.2.2. Jugements et estimations de la direction

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

6.2.3. Faits caractéristiques et événements postérieurs à la clôture

Faits caractéristiques :

Dalet SA a fait l'objet d'un contrôle fiscal couvrant la période 2001-2007. Ce contrôle s'est soldé par un redressement minime de 6.290 euros et un réajustement des déficits fiscaux reportables de 913.298 euros, ramenant ceux-ci de 28.051 milliers d'euros à 27.138 milliers d'euros au 31 décembre 2007.

Événements postérieurs à la clôture : néant.

6.3. NOTES SUR LE BILAN

NOTE 1 : Goodwill

Le goodwill figurant au bilan d'ouverture du groupe concerne uniquement la société Dalet GmbH acquise en 2001.

Le test de valeur pratiqué conduit à déprécier intégralement les 180 milliers d'euros figurant au bilan, générant une dépréciation d'actif à long terme de 180 milliers d'euros dans le résultat opérationnel.

NOTE 2 : Immobilisations incorporelles nettes

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	Augmentation	Diminution	Ecart de change	31-déc.-09
Frais de Développement	8 786	2 126			10 912
Logiciels	476	6		-2	480
Valeurs brutes	9 262	2 132	0	-2	11 392
<i>Amortissements Frais de Développement</i>	<i>5 034</i>	<i>2 351</i>			<i>7 385</i>
<i>Amortissements logiciels</i>	<i>379</i>	<i>37</i>		<i>-1</i>	<i>415</i>
Valeurs nettes	3 849				3 592

NOTE 3 : Immobilisations corporelles nettes

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-09			31-déc.-08
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Autres immobilisations corporelles	1 695	1 321	374	366
Total	1 695	1 321	374	366

L'évolution des immobilisations et des amortissements s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-08	Augmentation	Diminution	Variation taux de Change	31-déc.-09
Autres immobilisations corporelles	1 720	224	229	-20	1 695
Total valeurs brutes	1 720	224	229	-20	1 695
<i>Amortissements</i>	<i>1 354</i>	<i>160</i>	<i>180</i>	<i>-13</i>	<i>1 321</i>
Total valeurs nettes	366				374

NOTE 4 : Actifs financiers à long terme

Les actifs financiers à long terme se répartissent ainsi :

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Dépôts et garanties sur locaux loués	53	84
Prêts au personnel		
Dépôt de garantie du factor	0	30
Autres dépôts et cautionnements	13	18
Total	66	132

NOTE 5 : Disponibilités bloquées à long terme

Les disponibilités bloquées à plus d'un an sont constituées de comptes bloqués ou de SICAV de trésorerie nanties en garantie de cautions bancaires émises dans le cadre des opérations commerciales.

NOTE 6 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants se répartissent ainsi :

(en milliers d' euros)	31-déc-09	31-déc-08
Avances aux salariés	36	33
Autres	156	102
Total	192	135

NOTE 7 : Clients et comptes rattachés

Le détail du poste client est le suivant :

(en milliers d' euros)	31-déc-09	31-déc-08
Créances Clients	6 725	6 551
<i>Provisions</i>	<i>535</i>	<i>489</i>
Valeur nette	6 190	6 062

NOTE 8 : Autres débiteurs

Les autres comptes débiteurs se décomposent de la manière suivante :

(en milliers d' euros)	31-déc-09	31-déc-08
Créances sociales	14	15
Créances fiscales	139	265
Créances sur fournisseurs	21	29
Charges constatées d'avance	249	271
Compte courant du factor	64	32
Dépôts et cautionnements	37	44
Divers	32	140
Total	556	796

NOTE 9 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

La « trésorerie et équivalents de trésorerie » s'élève à 4.683 milliers d'euros au 31 décembre 2009 contre 4.191 milliers d'euros au 31 décembre 2008.

Ce poste comprend un montant de disponibilités soumises à restriction. Un reclassement est effectué dans « les disponibilités bloquées à long terme » selon l'échéancier prévisionnel suivant :

(en milliers d'euros)	31-déc.-09		31-déc.-08	
	< 1 an	> 1 an	< 1 an	> 1 an
Comptes bloqués en garantie de cautions bancaires		14	113	28
SICAV nanties en garantie de caution bancaires		237	139	237
Comptes bancaires	3 168		2 558	
SICAV non gagées	1 515		1 381	
Trésorerie et Equivalent	4 683		4 191	
Disponibilités bloquées à LT		251		265

NOTE 10 : Capitaux propres

Au 31 décembre 2009, le capital de Dalet est représenté par 17.647.364 actions d'une valeur nominale de 0,40 euro, soit un capital social de 7.058.945,60 euros. Il y a eu une émission 121.000 actions nouvelles au cours de l'année 2009.

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions**

Assemblée générale mixte du 30 mai 2001

L'assemblée générale mixte du 30 mai 2001 a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de Commerce des options donnant droit, si elles sont levées, à la souscription et/ou à l'achat d'actions de la Société dans la limite d'un montant maximum de 417.000 actions nouvelles de 0,40 euro de valeur nominale chacune, étant précisé que ce plafond de 417.000 actions serait commun aux actions auxquelles donnent droit les options de souscription d'actions et celles donnant droit à l'achat d'actions. Cette autorisation avait une validité de 38 mois.

Assemblée générale mixte du 30 juin 2006 :

L'assemblée générale mixte du 30 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à consentir au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de Commerce des options donnant droit, si elles sont levées, à la souscription et/ou à l'achat d'actions de la Société dans la limite d'un montant maximum de 500.000 actions nouvelles de 0,40 euro de valeur nominale chacune, étant précisé que ce plafond de 500.000 actions serait commun aux actions auxquelles donnent droit les options de souscription d'actions et celles donnant droit à l'achat d'actions.

Options attribuées par le conseil d'administration dans le cadre de ces délégations :

Conseil d'administration du 2 juillet 2004

Le conseil d'administration en date du 2 juillet 2004 a attribué 107.100 Options donnant droit de souscrire 107.100 actions de 0,40 euro de nominal à un prix unitaire de 1,15 euro.

Conseil d'administration du 18 juillet 2006

Le conseil d'administration en date du 18 juillet 2006 a attribué 94.400 Options donnant droit de souscrire 94.400 actions de 0,40 euro de nominal à un prix unitaire de 1,16 euro.

Synthèse des options attribuées en cours de validité au 31 décembre 2009.

Caractéristiques des plans	Plan 3	Plan 4
Date du conseil d'administration	02/07/2004	18/07/2006
Date d'assemblée générale	30/05/2001	30/06/2006
Nombre de personnes concernées	35	51
<i>Dont mandataires sociaux</i>	0	0
Nombre d'options de souscriptions attribuées	107 100	94 400
<i>Dont mandataires sociaux</i>	0	0
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées	107 100	94 400
Point de départ d'exercice des options	02/07/2005	18/07/2007
Date d'expiration de l'exercice des options	01/07/2009	18/07/2011
Prix de souscription par action	1,15	1,16
Nombre d'actions souscrites au cours de l'exercice 2009	0	0
Nombre d'actions souscrites au 31/12/09	2 750	0
Options annulées durant l'exercice	50 000	3 900
Options en vigueur au 31/12/09	0	63 000

Au total, il reste 63.000 options de souscription d'action susceptibles d'être exercées au 31 décembre 2009.

- **Attribution d'actions gratuites**

Assemblée générale mixte du 30 juin 2006 :

L'assemblée générale mixte du 30 juin 2006 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-2 du Code de commerce a des attributions ou

des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5 % du capital soit 579.531 actions. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Assemblée générale mixte du 26 juin 2008 :

L'assemblée générale mixte du 26 juin 2008 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au bénéfice de certains membres du personnel salarié et des cadres dirigeants de la société Dalet SA et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-197-1 et suivants du Code de commerce a des attributions ou des émissions d'actions gratuites dans la limite de 5% du capital. La période d'acquisition est fixée à deux ans, les actions attribuées devant être conservées deux ans par les bénéficiaires à compter de l'attribution définitive.

Conseil d'administration du 18 juillet 2006

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2006, le Conseil d'administration a attribué 50.000 actions gratuites.

A l'issue de la période d'acquisition de deux ans, les 50.000 actions ont été acquises et portées au compte du bénéficiaire.

Conseil d'administration du 23 février 2009

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 26 juin 2008, le Conseil d'administration en date du 23 février 2009 a attribué 49.000 actions gratuites a des salariés du groupe.

Conseil d'administration du 21 septembre 2009

Usant de ses délégations dans le respect de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale du 30 juin 2006, le Conseil d'administration en date du 11 septembre 2007 a attribué 132.800 actions gratuites à émettre.

Compte tenu du départ de la société de plusieurs attributaires, il demeurait 121.000 actions à attribuer à l'issue de la période d'acquisition de 2 ans. Dans sa séance du 21 septembre 2009, le conseil d'administration à attribué les 121.000 actions aux bénéficiaires et décidé l'augmentation de capital corrélative.

• **Actions propres : néant.**

A ce jour, la société n'a aucune position ouverte sur des produits dérivés.

Aucune action acquise par la société n'a été annulée au cours des vingt-quatre derniers mois.

NOTE 11 : Dettes financières à long terme

Les dettes financières à long terme de 38 milliers d'euros sont constituées de divers emprunts bancaires.

NOTE 12 : Provisions à long terme

Les provisions à long terme sont constituées des engagements de retraite comptabilisés conformément à la norme « IAS 19 : avantages du personnel »

(en milliers d' euros)	31-déc-09	31-déc-08
Indemnités de fin de carrière	225	150
<i>Effectif concerné</i>	<i>26 personnes</i>	<i>26 personnes</i>
<i>Age moyen</i>	<i>40 ans</i>	<i>39 ans</i>

Les coûts de retraite pris en charge se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d' euros)	31-déc-09	31-déc-08
Coût des services rendus de l'exercice	16	28
Coût Financier	8	4
Gains et pertes actuarielles	51	-79
Coût net sur la période	75	-47

Les montants reconnus au Bilan ont évolués comme suit :

(en milliers d' euros)	31-déc-09	31-déc-08
Montant provisionné en début de période	150	197
Coût net sur la période	75	-47
Cotisations / Prestations versées	0	0
Montant provisionné en fin de période	225	150

NOTE 13 : Provisions à court terme

L'évolution des provisions à court terme au cours de l'exercice s'explique ainsi :

(en milliers d' euros)	31-déc.-08	Augmentation ou diminution des charges courantes (*)		Diminution des provisions		31-déc.-09
				Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions à court terme	120	0	50	120	0	50
dont provisions :						
<i>risque clients</i>	50		0	50		0
<i>litige avec le personnel</i>	0	0			0	0
<i>travaux</i>	60		50	60		50
<i>pertes à terminaison</i>	10			10		0

- Travaux : il s'agit de jours de travail provisionnés pour faire face à des engagements donnés auprès de clients.
- Pertes à terminaison : néant.

(*) Les augmentations ou diminutions des provisions inscrites au bilan sont comptabilisées au compte de résultat en diminution ou augmentation des comptes de charges correspondants quant la nature de la provision permet de la rattacher directement à un compte de charge.

NOTE 14 : Dettes financières à court terme

Les dettes financières à court terme s'analysent ainsi :

(en milliers d' euros)	31-déc-09	31-déc-08
Concours bancaires	6	9
Avances remboursables		67
Tirages sur factor	283	0
Divers	39	42
Total	328	118

Les « tirages sur factor » représentent des financements sur factures remises au factor.

NOTE 15 : Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales se répartissent ainsi :

(en milliers d' euros)	31-déc-09	31-déc-08
Dettes sociales	1 608	1 451
Dettes fiscales	202	106
Total	1 810	1 557

NOTE 16 : Autres créiteurs

Les autres créiteurs se répartissent ainsi :

(en milliers d' euros)	31-déc-09	31-déc-08
Produits constatés d'avance	2 265	2 737
Avances recues sur commandes	743	1 234
Divers	6	77
Total	3 014	4 048

6.4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

NOTE 17 : Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par nature s'analyse comme suit :

(en milliers d' euros)	2 009		2 008	
Ventes de Licences	5 815	30%	6 551	37%
Prestations de services	5 435	28%	4 247	24%
Ventes de Matériel	3 440	18%	3 191	18%
Support	4 573	24%	3 832	22%
Total	19 263	100%	17 821	100%

NOTE 18 : Achats et autres charges externes

Les achats et autres charges externes se décomposent comme suit :

(en milliers d' euros)	2 009	2 008
Achats consommés	2 598	2 310
Autres achats	154	146
Sous traitance	1 994	814
Locations et charges locatives	501	564
Honoraires et Intermédiaires	823	1 154
Déplacements missions réception	1 868	1 754
Publicité	438	499
Assurances	169	145
Autres charges externes	760	847
Total	9 305	8 233

NOTE 19 : Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements se décomposent ainsi :

(en milliers d' euros)	2 009	2 008
Immobilisations incorporelles	2 388	2 286
<i>logiciels</i>	37	12
<i>frais de développement</i>	2 351	2 274
Immobilisation corporelles	160	151
Total	2 548	2 437

NOTE 20 : Dotations aux provisions nettes des reprises

Les dotations et les reprises s'analysent ainsi :

(en milliers d' euros)	2 009	2 008
Pertes à terminaison		
<i>Dotations</i>		-20
<i>Reprises</i>	10	0
Risque clients et autres		
<i>Dotations</i>	-51	-50
<i>Reprises</i>	60	13
Dépréciations clients		
<i>Dotations</i>	-208	-229
<i>Reprises</i>	104	72
Total	-85	-214

NOTE 21 : Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent ainsi :

(en milliers d' euros)	2 009	2 008
Cessions d'immobilisations		
<i>produits de cession</i>	27	18
<i>valeur nette comptable</i>	-49	-21
Produits sur exercice antérieur	52	99
Charges sur exercice antérieur	-14	-8
Pertes sur créances irrécouvrables nettes de reprises	-12	0
Autres charges	-27	-7
Autres produits	6	5
Total	-17	86

NOTE 22 : Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont constitués d'indemnités dues à l'occasion d'un changement de bail d'un total de 110 milliers d'euros ainsi que de la constatation de la perte de valeur des actifs financier à long terme de 180 milliers d'euros (voir NOTE 1 : Goodwill).

NOTE 23 : Coût de l'endettement financier brut

Le coût de l'endettement financier brut est constitué pour l'intégralité de frais financiers.

NOTE 24 : Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers relèvent principalement de pertes et gains de change.

(en milliers d' euros)	2 009	2 008
Pertes de change	-286	-399
Gains de change	272	323
Autres produits et charges	-1	6
Total	-15	-70

NOTE 25 : Impôt sur les résultats

L'impôt sur les résultats constaté au compte de résultat se décompose ainsi :

(en milliers d'euros)	2009	2008
Produit (Charge) d'impôt exigible	-37	4
Impôts différés sur frais de développement	-37	273
Autres impôts différés	163	267
Impôt sur les résultats	89	544

Les impôts différés actifs et passifs figurant au bilan consolidé se décomposent ainsi :

(en milliers d'euros)	2009	2008
Impôts différés actifs		
Déficits imputables sur des bénéfices fiscaux futurs	430	282
Autres différences temporaires	10	10
Total	440	292
Impôts différés passifs		
Activation des frais de R&D	450	413
Total	450	413
Position nette d'impôts différés (Passif)	10	121

L'impôt différé passif est lié à l'activation des frais de développement. Il se calcule au taux en vigueur dans la filiale où sont constatés des frais de développement activables, sur la base du montant activé net des amortissements comptabilisés au cours de l'exercice.

NOTE 26 : Déficits fiscaux

Les déficits fiscaux des principales filiales du groupe se décomposent comme suit :

(milliers d'euros)	Total	Dalet	DDMS USA Inc
Reportables sans limite	29 725	29 725	
Reportables jusqu'au 31 décembre 2023	32 403		2 678
Reportables jusqu'au 31 décembre 2024	32 347		2 621
Reportables jusqu'au 31 décembre 2025	31 250		1 525
Reportables jusqu'au 31 décembre 2026	30 255		530
TOTAL au 31 dec 2009	32 403	29 725	2 678

6.5. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 27 : Information sectorielle

- Information sectorielle par secteurs d'activité

L'activité du groupe s'analyse sur les trois marchés suivants :

- Les solutions audionumériques pour radio
- Les solutions de salles de rédaction radio et télévision
- Les applications de « media asset management » de dehors des marchés des diffuseurs radio et télévision.

Résultat opérationnel courant :

(en milliers d'euros)	Sol. Audio-		Newsroom/TV		Non-broadcast		Total	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Chiffre d'affaires	4 979	5 506	14 118	12 028	166	288	19 263	17 821
Achats et variation de stocks	377	862	2 217	1 423	5	25	2 598	2 310
<i>Marge brute</i>	4 602	4 644	11 902	10 604	161	262	16 665	15 511
<i>%</i>	92%	84%	84%	88%	97%	91%	87%	87%
Charges opérationnelles courantes	4 423	4 740	11 635	10 423	341	318	16 399	15 481
Résultat opérationnel courant	179	-96	267	182	-179	-56	266	30

Répartition des actifs sectoriels :

(en milliers d'euros)	Sol. Audio-numériques Radio		Newsroom/TV		Non-broadcast		Non affecté		Total	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Actifs sectoriels	2 780	2 885	6 874	7 110	135	133	6 999	6 648	16 788	16 777
dont clients	1 897	2 146	4 158	3 782	135	133	0	0	6 190	6 062
dont immobilisations incorporelles	814	729	2 712	3 024	0	0	66	96	3 592	3 849

- Information sectorielle par zone géographique

Chiffre d'affaires (en milliers d'euros)	2009	2008
Europe	10 524	9 421
Amériques	7 088	4 908
Afrique Moyen-Orient	1 023	2 154
Asie Océanie	628	1 338
Total	19 263	17 821

Actifs sectoriels (en milliers d'euros)	2009	2008
Europe	10 338	10 895
Amériques	4 939	3 096
Afrique Moyen-Orient	1 196	1 700
Asie Océanie	315	1 086
Total	16 788	16 777

Accroissement des immobilisations corporelles et incorporelles (en milliers d'euros)	2009	2008
Europe	2 250	2 614
Amériques	10	5
Afrique Moyen-Orient	93	123
Asie Océanie	3	9
Total	2 356	2 751

NOTE 28 : Instruments Financiers

Le groupe n'utilise pas d'instrument financier dans le cadre de sa gestion du risque de taux. A ce titre, il n'existe pas de contrepartie des placements de trésorerie.

Par ailleurs, le groupe ne couvre pas le risque de change lié à la conversion en euros des états financiers des sociétés hors zone euro.

Ventilation des instruments financiers par catégorie

La répartition au 31 décembre 2009 est la suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-09					31-déc.-08				
	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Juste valeur par le résultat sur option	Juste valeur par le résultat	Total Bilan
Actifs non courants										
Autres actifs financiers non courants		258			258		267			267
Instruments dérivés non courants										
Actifs courants										
Clients et comptes rattachés		6 190			6 190		6 062			6 062
Instruments dérivés courants										
Trésorerie et Equivalents de trésorerie	1 515	3 168			4 683	1 381	2 810			4 191

NOTE 29 : Gestion des risques financiers liés aux instruments financiers

Risque de crédit

Créances en souffrance mais non dépréciées :

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan	dont actifs financiers ni dépréciés, ni impayés à la date de clôture	dont actifs financiers impayés mais non dépréciés à la date de clôture			Dont actifs financiers dépréciés
			0-3 mois	3-6 mois	au-delà de 6 mois	
Prêts	36	36				
Clients et comptes rattachés	6 190	4 939	859	246	146	541
Total	6 226	4 975	859	246	146	541

Les créances clients non dépréciées ne présentent pas de risque justifiant une provision.

Risque de liquidité

Le groupe dispose au 31 décembre 2009 d'une trésorerie de 4.683 milliers d'euros contre 4.191 milliers d'euros au 31 décembre 2008. L'endettement à court terme de 328 milliers d'euros, en augmentation de 210 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2008.

Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2009 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

La totalité de l'endettement financier n'est pas soumis au versement d'un intérêt. Les actifs financiers sont constitués de placements en produits monétaires offrant peu de volatilité des taux.

Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant et des capitaux propres à une variation de 10% des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	3,6%	684	0,1%	11
Résultat Opérationnel courant	51,1%	136	-3,0%	-8
Capitaux propres consolidés	-4,7%	411	5,0%	439

NOTE 30 : Effectifs

Les effectifs du groupe se décomposent comme suit :

	2009 (12mois)	2008 (12 mois)
Effectif moyen du groupe :	131	133

Au 31 décembre 2009, le groupe emploie 133 salariés « équivalents temps plein ».

NOTE 31 : Engagements hors bilan

Nous n'avons pas connaissance d'engagements hors bilan significatifs en dehors de ceux présentés ci-dessous :

1/ Cautions bancaires émises pour le compte du groupe

Au 31 décembre 2009, les cautions bancaires émises dans le cadre des opérations du groupe représentent 115 milliers d'euros. Ces cautions sont en règle générale assorties de contre garanties établies au profit des banques émettrices (nantissement de SICAV ou comptes bloqués).

Date d'échéance	Montant de la garantie
31 décembre 2010	79 milliers d'euros
Sans terme	36 milliers d'euros
Total	115 milliers d'euros

2/ Engagements reçus

Clause de retour à meilleure fortune de la société ENNOV (Cadima SA) au bénéfice de Dalet SA. : 327 milliers d'euros.

3/ Information requise pour le DIF :

Dans le cadre du Droit Individuel à la Formation, institué par la loi du 4 mai 2004 (promulguée le 7 mai 2004, date de début des droits) et ratifié pour les entreprises du SYNTEC par l'accord national du 27 décembre 2004 sur la formation professionnelle, les salariés des sociétés françaises ayant au moins un mois d'ancienneté bénéficient d'un capital de temps de formation qu'ils peuvent utiliser de 20 heures minimum par an sur 6 ans au plus, plafonné à 120 heures au total.

Au 31 décembre 2009, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés du groupe s'élève à 2.409 heures valorisées à 40 milliers d'euros.

NOTE 32 : Relations avec les parties liées

Relations au sein des filiales

Les filiales entretiennent des relations dans le cadre des opérations commerciales menées au sein du groupe. Ces relations sont encadrées par des conventions qui établissent des conditions de refacturation à des niveaux comparables à ceux du marché. On va trouver principalement :

Entre toutes les sociétés du groupe :

- Des avances et prêts destinés à optimiser la trésorerie de groupe en vertu des conventions de trésorerie
- Des facturations de services ou de détachement de personnel

Spécifiquement entre les filiales et la maison mère :

- La facturation des dépenses de R&D à la société Dalet SA, détentrice des droits incorporels sur les logiciels développés au sein du groupe.
- Des royalties facturées par Dalet SA à ses filiales revendant les logiciels.

Les flux de résultat ainsi que les soldes de bilan à la clôture sont éliminés en consolidation.

Dans le cadre des opérations commerciales du groupe, Dalet SA peut être amenée à fournir des garanties bancaires pour le compte de ses filiales.

Rémunérations des dirigeants

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux incluant les avantages en nature s'est élevé à 784 milliers d'euros.

NOTE 33 : Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes sont les suivants :

en milliers d'euros		DELOITTE ET ASSOCIES				Alain LAHMI			
		2008		2009		2008		2009	
AUDIT		KE	%	KE	%	KE	%	KE	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	62,0	85,5%	43,0	80,4%	16,0	100%	12,0	100%
	Filiales intégrées globalement	10,5	14,5%	10,5	19,6%	néant		néant	
Missions accessoires		néant		néant		néant		néant	
	<i>Sous total</i>	<i>72,5</i>	<i>100%</i>	<i>53,5</i>	<i>100%</i>	<i>16,0</i>	<i>100%</i>	<i>12,0</i>	<i>100%</i>
AUTRES PRESTATIONS LE CAS ECHEANT									
	Opération ponctuelle sur Capital	-		-				-	
	<i>Sous total</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL	72,5	100%	53,5	100%	16,0	100%	12,0	100%

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DALET, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les changements de méthode exposés dans la note « déclaration de conformité IFRS » des comptes consolidés, relatifs à l'application des normes IAS 1 révisée « présentation des états financiers » et IFRS 8 « secteurs opérationnels » adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009.

II. Justification des appréciations

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité, et de leur

financement. Le manque de visibilité sur le futur crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables. Ces conditions sont décrites dans la note 6.2.1 de l'annexe aux comptes consolidés. C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce.

Règles et méthodes comptables :

- La note 6.2.1 de l'annexe expose la méthode retenue concernant la comptabilisation et l'amortissement des frais de recherche et développement engagés dans le cadre de la création de logiciels.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes appliquées et des informations fournies dans l'annexe.

Estimations :

- Comme décrit dans la note 6.2.1 de l'annexe, votre société peut être amenée à constater une dépréciation sur les écarts d'acquisition si leur valeur au bilan se révèle supérieure à leur valeur recouvrable. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les valeurs recouvrables déterminées, à revoir les calculs effectués par votre société, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction et à comparer ces estimations par rapport aux réalisations des périodes précédentes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

Alain LAHMI

Deloitte & Associés

Jean-Luc BERREBI

RAPPORT DE GESTION

Chers Actionnaires,

Nous vous avons conviés, conformément à la loi et aux Statuts de notre Société, pour vous donner connaissance du rapport que nous avons établi sur la marche des affaires de notre Société pendant l'exercice social clos le 31 décembre 2009.

Nous souhaitons également vous donner connaissance du rapport que nous avons établi sur les comptes consolidés du groupe arrêtés au 31 décembre 2009. En effet, nous vous rappelons que les actions de la Société étant admises à la cote d'Euronext Paris, compartiment C, nous avons établi des comptes consolidés.

Nous avons l'honneur de soumettre ce rapport à votre appréciation en même temps que le bilan, le compte de résultat, l'annexe et les comptes consolidés établis au 31 décembre 2009.

Nous vous rappelons que, conformément aux prescriptions légales, tous ces documents ont été mis à votre disposition, au siège social, pendant les quinze jours précédant l'assemblée en même temps que les rapports des Commissaires aux Comptes.

Nous vous demandons de nous en donner acte.

1. Rapport sur la gestion du groupe

Le périmètre de consolidation de la Société comprend les sociétés suivantes :

NOM DE LA SOCIETE	METHODE DE CONSOLIDATION	% INTERETS	%	PAYS D'ACTIVITE
			CONTROLE	
Dalet S.A Siren : 378 017 016	Société Mère	N/A	N/A	France
Dalet UK Ltd	Intégration Globale	100,00%	100,00%	Angleterre
Dalet Digital Media Systems USA Inc.	Intégration Globale	100,00%	100,00%	Etats Unis
Gefen Ltd	Intégration Globale	99,89%	99,89%	Israël
Dalet Sistemas Espana SA	Intégration Globale	99,98%	99,98%	Espagne
Dalet GmbH	Intégration Globale	100,00%	100,00%	Allemagne
Dalet Australia Pty Ltd	Intégration Globale	100,00%	100,00%	Australie
Dalet Systems Asia Pte	Intégration Globale	100,00%	100,00%	Singapour

1.1. Faits marquants de l'exercice

En dépit de la crise économique dont les effets se sont fait sentir tout au long de l'année 2009, Dalet SA a bénéficié de la bonne tenue de ses ventes aux Etats Unis, la filiale américaine du Groupe enregistrant pour le deuxième exercice consécutif de bonnes performances. Les ventes de DDMS

USA Inc progressent en effet de 52%, permettant de dégager un résultat d'exploitation de 1.890.230 \$.

Compte de résultat simplifié de DDMS USA Inc.

Compte de Résultat (en dollars US)	31-déc.-09 12 mois	31-déc.-08 12 mois
Chiffre d'affaires net	9 570 108	6 277 302
Achats consommés	3 020 108	2 300 114
<i>Marge</i>	6 549 281 68%	3 977 188 63%
Charges de personnel	1 937 189	1 690 185
Autres charges d'exploitation	2 721 861	1 306 488
Résultat d'exploitation	1 890 230	980 516
Autres produits et charges	-1 439 305	19 282
Résultat net	450 925	999 797

Cette situation a permis l'application d'une clause de retour à meilleure fortune au titre de créances abandonnées en 1998 et 1999 par le groupe à sa filiale DDMS USA Inc., alors déficitaire. Dans cette opération, une créance de 1.025.715 euros a été comptabilisée en produit exceptionnel chez Dalet SA et charge exceptionnelle aux Etats Unis, soldant ainsi les remboursements potentiels de DDMS USA Inc. au titre des créances antérieurement abandonnées.

A partir du second semestre, les commandes enregistrées en Europe ont permis de compléter les résultats acquis aux Etats Unis pour finalement terminer l'année par un chiffre d'affaires de 19.263 milliers d'euros, en progression de 8,1% par rapport à 2008.

Par ailleurs, Dalet SA a fait l'objet d'un contrôle fiscal couvrant la période 2001-2007. Ce contrôle s'est soldé par un redressement minime de 6.290 euros et un réajustement des déficits fiscaux reportables de 913.298 euros, ramenant ceux-ci de 28.051.810 euros à 27.138.512 euros au 31 décembre 2007, date de fin de la période contrôlée. Signalons enfin que les déficits fiscaux de Dalet SA après prise en compte du résultat fiscal 2009 s'élèvent à 29.725.409 milliers d'euros.

1.2. Evénements postérieurs à la clôture :

Néant

1.3. Activités et résultats du groupe – évolution prévisible

1.3.1. Résultats du Groupe

L'activité du groupe Dalet sur les deux derniers exercices peut être résumée ainsi :

(EN MILLIERS D'EUROS)	2009	2008
Chiffre d'affaires	19.263	17.821
Résultat Opérationnel Courant	266	30
Résultat Opérationnel	(24)	(337)
Résultat courant avant impôt	(23)	(378)
Résultat net consolidé	66	166
Résultat net part du groupe	66	165

1.3.1.1. Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du groupe

Sur l'ensemble de l'exercice 2009, le chiffre d'affaires consolidé de Dalet ressort à 19.263 milliers d'euros contre 17.821 milliers d'euros en 2008 soit une progression de 8,1%.

La marge brute (chiffre d'affaires moins achats de marchandises et variation des stocks) s'établit à 16.665 milliers d'euros en 2009 contre 15.511 milliers d'euros en 2008. Par ailleurs, le taux de marge brute est stable à 86,5 % contre 87,0 % en 2008.

Les achats et autres charges externes augmentent pour passer de 8.233 milliers d'euros en 2008 à 9.305 milliers d'euros en 2009.

Il en ressort un résultat opérationnel courant positif de 266 milliers d'euros contre 30 milliers d'euros l'année précédente.

Compte tenu des autres produits et charges opérationnels de (290) milliers d'euros et d'un résultat financier positif d'un millier d'euros, le résultat courant avant impôts ressort à (23) milliers d'euros.

Après prise en compte d'un produit d'impôt de 89 milliers d'euros, le bénéfice part du groupe s'établit 66 milliers d'euros contre un bénéfice de 165 milliers d'euros en 2008.

Par ailleurs, le groupe a activé ses frais de développement en conformité avec la norme IAS 38. L'actif incorporel net figurant au bilan est de 3.527 milliers d'euros à comparer à 3.752 milliers d'euros l'année précédente, traduisant ainsi un excès de la dotation d'amortissement par rapport à la valeur activée.

1.3.1.2. Activité commerciale

Le chiffre d'affaires de DALET sur ses 3 marchés traditionnels se décompose de la manière suivante :

- les solutions audionumériques pour la **Radio**,
- les solutions pour la **TV**,
- l'enregistrement continu dans les **organismes publics** (parlements, tribunaux), non diffuseurs.

(en milliers d'euros)	2 009		2 008		Variation
Radio	4 979	25,8%	5 506	30,9%	-9,6%
TV & Newsroom	14 118	73,3%	12 028	67,5%	17,4%
Hors Broadcast	166	0,9%	288	1,6%	-42,4%
Total	19 263	100,0%	17 821	100,0%	8,1%

La part de la TV continue de progresser pour atteindre 73,3 % du chiffre d'affaires en 2009, poursuivant l'évolution stratégique initiée voici plusieurs années. La Radio demeure le deuxième débouché de l'offre Dalet à 25,8% du chiffre d'affaires.

Le marché « Non Broadcast » ne représente plus en 2009 que 0,9 % du chiffre d'affaires. Ce marché de niche abordé sans stratégie de développement de logiciels spécifiques mérite toutefois d'être identifié car nous prévoyons des ventes plus significatives en 2010.

Sur le plan géographique, la décomposition est la suivante :

(en milliers d'euros)	2009		2008		Variation
Europe	10 524	55%	9 421	53%	11,7%
Amériques	7 088	37%	4 908	28%	44,4%
Afrique Moyen Orient	1 023	5%	2 154	12%	-52,5%
Asie Océanie	628	3%	1 338	8%	-53,1%
Total	19 263	100%	17 821	100%	8,1%

On retrouve la très bonne performance du marché américain, mais également des ventes Europe en croissance de 11,7%.

La répartition du chiffre d'affaires par nature reste relativement stable, un rééquilibrage étant toutefois noté au profit des ventes de services. Il faut également remarquer la progression de ventes récurrentes de support.

(en milliers d'euros)	2 009		2 008		Variation
Ventes de Licences	5 815	30,2%	6 551	36,8%	-11,2%
Prestations de services	5 435	28,2%	4 247	23,8%	28,0%
Ventes de Matériel	3 440	17,9%	3 191	17,9%	7,8%
Support	4 573	23,7%	3 832	21,5%	19,3%
Total	19 263	100,0%	17 821	100,0%	8,1%

1.3.1.3. Endettement

L'évolution de l'endettement peut se traduire dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)		31-déc.-09	31-déc.-08
Liquidités			
A Trésorerie	1	3 168	2 671
B Placements			
C Valeurs mobilières de placement	2	1 515	1 520
D Total A + B + C		4 683	4 191
E Actifs financiers courants			
Dette court terme			
F Dette bancaire court terme		6	9
G Part court terme des emprunts obligataires			0
H Autres dettes court terme	3	322	109
I Total F + G + H		328	118
J Endettement financier court terme : I - D - E		-4 355	-4 073
Dette long terme			
K Dette bancaire long terme		38	17
L Part long terme des emprunts obligataires		0	0
M Autres dettes long terme	4	0	0
N Total K + L + M		38	17
O Actifs Financiers non courants	5	317	397
P Endettement financier net long terme : N - O		-279	-380
Q Endettement financier net J + P		-4 634	-4 453

1 : Disponibilités dont tirage sur ligne d'affacturage

2 : SICAV et FCP monétaires et FCP garantis à moins d'un an

3 : Tirage sur factor et part à moins d'un an des avances ANVAR

4 : Part à plus d'un an des avances ANVAR

5 : Fonds de garantie des contrats d'affacturage, cash bloqué et dépôt de garantie divers

L'endettement financier négatif traduit l'absence d'endettement net (ressource), tant à court terme qu'à long terme.

Les ressources financières à court terme (endettement négatif) augmentent de 282 milliers d'euros alors que dans le même temps les ressources à long terme diminuent de 101 milliers d'euros, traduisant l'augmentation des ressources financières nette 181 milliers d'euros.

1.3.1.4. Activité en matière de recherche et développement (R&D)

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année représentent 2.126 milliers d'euros. La dotation aux amortissements de l'exercice

correspondant est de 2.351 milliers d'euros, créant un impact négatif sur le résultat opérationnel courant de 225 milliers d'euros.

L'actif net immobilisé s'élève à 3.527 milliers d'euros.

1.3.1.5. Filiales et participations

Vous trouverez ci-après un tableau résumant la situation des filiales :

Filiales (en milliers)	Capital (en devises)	Capitaux propres autres que le capital (en devises)	%	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés		Montant des cautions et avals donnés par la société	CA H.T. du dernier exercice clos (KE)	Résultat (KE)	Observations Devises 1 € =
				Brute (KE)	Nette (KE)	Brute (KE)	Nette (KE)				
Dalet Digital Média Systems USA	7.172 KUSD	(5.423) KUSD	100,00%	5 768	2 240	1 026	1 026	-	6 861	323	1,394782 USD
Dalet Limited	5 KGBP	72 KGBP	100,00%	8	8	-	-	-	493	12	0,890940 GBP
Dalet Sistemas Espana	60 KE	70 KE	99,98%	60	60	-	-	-	307	12	
Gefen	50 KILS	5.901 KILS	99,90%	10	10	-	-	-	4 820	228	5,468953 ILS
Dalet GmbH	1.023 KE	(8) KE	100,00%	4 602	1 015	-	-	-	300	-9	
Dalet Australia Pty Ltd	-	265 KAUD	100,00%	-	-	-	-	-	372	15	1,772698 AUD
Dalet Systems Asia Pte	100 KSGD	(878) KSGD	100,00%	57	-	352	-	-	274	14	2,024086 SGD
TOTAL				10 505	3 333	1 378	1 026			595	

Activité des principales sociétés :

(en milliers)	2008		2009	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Digital Média Systems Inc.(USA)				
Chiffre d'affaires	6 277	4 268	9 570	6 861
Résultat Net	1 000	680	451	323
Gefen (Israël)				
Chiffre d'affaires	27 985	5 314	26 450	4 837
Résultat Net	1 532	291	1 245	228

Gefen : Cette société concentre l'essentiel des équipes « produit » (recherche et développement, support, qualité). Les charges sont refacturées au groupe.

Petites filiales exerçant une représentation commerciale et technique :

Ces petites filiales fonctionnent toutes selon un schéma de financement « cost plus » vis-à-vis de la société mère.

Il n'est pas intervenu de changement notable dans l'organisation.

(en milliers)	2008		2009	
	devise	euro	devise	euro
Dalet Australia Pty Ltd (Australie)				
Chiffre d'affaires	959	551	660	372
Résultat Net	33	19	27	15
Dalet Systems Asia Pte (Singapour)				
Chiffre d'affaires	390	188	555	274
Résultat Net	33	16	28	14
Dalet Limited (Angleterre)				
Chiffre d'affaires	544	683	439	493
Résultat Net	13	16	11	12
Dalet GmbH (Allemagne)				
Chiffre d'affaires		253		300
Résultat Net		269		-9
Dalet Sistemas Espana (Espagne)				
Chiffre d'affaires		204		307
Résultat Net		8		12

1.3.2. Perspectives d'avenir du Groupe

L'année 2009 a marqué la confirmation de la percée aux Etats-Unis des produits Dalet destinés à la télévision, avec de nouvelles commandes des grands diffuseurs acquis comme références l'année précédente, notamment les groupes NBC et Time Warner. En Europe, la situation a été plus contrastée, du fait du contexte économique, avec une reprise au second semestre après un premier semestre au ralenti.

En 2010, Dalet table sur une poursuite de son activité en Europe, et en France notamment, avec des références importantes remportées récemment (Groupe France Télévision, Canal+). Les marchés les plus prometteurs pour les années avenir s'articuleront autour de 3 domaines :

- Les solutions pour la Radio
- Les solutions pour les salles de rédaction (News)
- Les solutions de Media Asset Management

Alors que les deux premiers domaines représentaient déjà l'essentiel de l'activité de Dalet, le troisième commence à émerger comme un secteur de marché à part entière. Il s'agit de permettre aux diffuseurs et plus largement, aux producteurs de contenus multimédias, d'organiser et de mieux valoriser leurs contenus audio et/ou vidéo, au travers d'outils puissants de classification, recherche, ordonnancement des tâches de production, et diffusion vers des plateformes de diffusions nouvelles qui constituent autant de nouvelles sources de revenus.

1.4. Facteurs de risques

1.4.1. Risques stratégiques

1.4.1.1. Risques liés aux évolutions technologiques

Le marché évolue constamment avec l'apparition de nouvelles technologies. Le développement des activités du Groupe dépend donc en grande partie de sa capacité à anticiper ces évolutions technologiques.

Les investissements en Recherche & Développement doivent permettre au Groupe d'adapter en permanence son offre aux nouvelles technologies.

1.4.1.2. Risque de dépendance à l'égard de la conjoncture économique

La crise économique en cours a montré que la récession pouvait être mondiale et toucher tous les secteurs de l'économie.

Bien qu'une part significative de l'activité soit liée à des contrats de maintenance récurrents, le Groupe n'est pas à l'abri d'une baisse d'activité soudaine, affectant ainsi son activité, son résultat d'exploitation et sa situation financière.

1.4.2. Risques juridiques

1.4.2.1. Risques liés des litiges en cours

La société n'a aucun procès en cours dans lequel elle serait en position défensive.

A la connaissance du Groupe, il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'avoir ou d'avoir eu dans un passé récent une importance significative sur le patrimoine, la situation financière, l'activité ou les résultats du Groupe qui n'ait fait l'objet d'une provision.

Le Groupe s'appuie sur des droits de propriété intellectuelle qui sont le support de son savoir-faire technologique et de son identité commerciale. Il est donc important pour le Groupe d'assurer une protection efficace de ces droits dans les pays dans lesquels il intervient.

Ainsi, la marque Dalet est déposée en France auprès de l'Institut National de la Propriété Intellectuelle. Elle est également déposée dans une dizaine de pays européens, et a été inscrite au registre international pour l'Union Européenne et la Russie. En outre, le Groupe a déposé une demande d'enregistrement de la marque Dalet aux Etats Unis, sans que le Groupe ne puisse aujourd'hui garantir l'acceptation de cet enregistrement. Enfin, les codes sources des différents programmes sont déposés périodiquement au nom de Dalet auprès de LOGITAS (www.logitas.com).

Dans ses relations avec ses clients et avec ses collaborateurs, la politique de Dalet est de contrôler par des clauses contractuelles l'accès à sa propriété intellectuelle ainsi que sa diffusion.

Toutefois, Dalet ne peut garantir que les dispositions mises en place en vue de protéger ses droits de propriété intellectuelle empêcheront le détournement ou l'utilisation illicite de son savoir-faire par des tiers, ou que ses concurrents ne développeront des technologies similaires aux siennes.

Dalet n'exploite pas de brevets appartenant à des tiers.

1.4.3. Risque de crédit ou de contrepartie

Dalet n'est pas en situation de risque particulier vis-à-vis de ses plus gros clients qui sont de grands noms des médias privés ou publics. Bien que la période récente ait montré la rapidité avec laquelle les situations financières des Etats ou des entreprises peuvent évoluer, Dalet n'a pas connu de défaillance de débiteurs impactant significativement ses comptes.

La somme totale du poste client hors dépréciations au 31 décembre 2009 était de 6.725 milliers d'euros contre 6.551 milliers d'euros l'année précédente. Les risques clients sont provisionnés à hauteur de 535 milliers d'euros, soit 8,0 % des créances clients brutes contre des provisions de 489 milliers d'euros au 31 décembre 2008, soit 7,5% des créances, ce qui traduit une augmentation du risque provisionné.

1.4.4. Risques opérationnels

1.4.4.1. Risques liés aux fournisseurs

Dalet ne discerne dans ses relations avec ses fournisseurs aucune situation de dépendance pouvant provoquer un risque particulier.

1.4.4.2. Risques liés aux gros clients

L'évolution des ventes vers des projets de média asset management plus ambitieux entraîne mécaniquement le chiffre d'affaires à se resserrer sur un plus petit nombre de clients représentant un chiffre d'affaires plus important.

	plus gros	5 plus gros	10 plus gros
2008	8%	29%	44%
2009	13%	43%	57%

Les risques opérationnels s'en trouvent accrus.

1.4.5. Le risque de liquidité

Le Groupe dispose au 31 décembre 2009 d'une trésorerie de 4,6 millions d'euros et présente des dettes financières à court terme de 328 milliers d'euros. L'endettement à long terme s'élève à 38 milliers d'euros.

Si toutefois une évolution défavorable rendait l'apport de capitaux supplémentaires nécessaire, l'obtention de ces ressources financières additionnelles pourrait se révéler difficile.

1.4.6. Risques de marché

1.4.6.1. Risque de taux

Les valeurs des actifs financiers et des dettes financières au 31 décembre 2009 ne sont pas susceptibles de générer un risque de taux significatif.

1.4.6.2. Risque de change

La sensibilité du chiffre d'affaires, du résultat opérationnel courant et des capitaux propres à une variation de 10% des principales devises ayant un impact sur les comptes du groupe se résume ainsi :

Impact d'une variation de 10% de la devise	USD		NIS	
	%	milliers d'euros	%	milliers d'euros
Chiffre d'affaires	3,6%	684	0,1%	11
Résultat Opérationnel courant	51,1%	136	-3,0%	-8
Capitaux propres consolidés	-4,7%	411	5,0%	439

1.5. Assurances et couverture des risques

Les principales polices du Groupe couvrent la responsabilité civile et les risques.

Concernant la responsabilité civile professionnelle, la garantie est 4.500.000 euros par an et par sinistre sans limitation zone géographique.

Les différentes implantations du groupe sont couvertes par des polices multirisques n'appelant pas de commentaire particulier.

Par ailleurs, compte tenu de ses spécificités, Dalet n'a pas jugé utile de se couvrir en perte d'exploitation.

1.6. Approbation des comptes consolidés

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture du rapport des commissaires aux comptes, de bien vouloir approuver les comptes consolidés tels qu'ils vous sont présentés.

2. Rapport de gestion sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé

2.1. Faits marquants de l'exercice

Se référer au paragraphe 1.1 du rapport sur la gestion du groupe.

Nous vous précisons que par lettre en date du 9 avril 2010 la société Edmond de Rothschild a démissionné de son mandat d'administrateur.

2.2. Activité et résultats sociaux de l'exercice écoulé

Le chiffre d'affaires hors taxes de cet exercice social s'élève à 14.195.028 euros contre 14.235.386 euros au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu d'une production immobilisée de 2.130.292 euros, de subventions d'exploitations pour 1.881 euros, de reprises sur provisions de 141.769 euros, de transferts de charges et autres produits d'exploitation pour un montant de 9.389 euros, le total des produits d'exploitation s'élève à 16.478.359 euros contre 16.917.548 euros en 2008.

Les charges d'exploitation se sont élevées pour leur part à 17.980.546 euros contre 17.699.999 euros l'année précédente.

Les différents postes sont les suivants :

- Achat de marchandises et variations de stocks	2.281.453 euros
- Autres charges externes :	9.825.961 euros
- Impôts, taxes et versements assimilés :	181.586 euros
- Charges de personnel :	3.052.560 euros
- Dotations aux amortissements et provisions :	2.629.699 euros
- Autres charges.....	9.287 euros

L'exploitation a ainsi généré une perte de 1.502.187 euros.

Compte tenu d'un résultat financier positif de 1.321.051 euros, d'un résultat exceptionnel de 926.123 euros et d'un produit d'impôt sur les sociétés de 317.038 euros, le résultat de l'exercice se traduit par un bénéfice de 1.062.025 euros.

Les valeurs mobilières de placement sont composées de SICAV monétaires pour 1.505.562 euros. La valeur de réalisation des SICAV au 31 décembre 2009 fait apparaître une plus-value latente de 9.168 euros.

Vous trouverez ci-après en **Annexe 1** le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

2.3. Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément à la continuité de l'exploitation, à l'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'application de la norme IAS 1 révisée « Présentation des Etats financiers », entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009, a un impact en termes de présentation des états financiers sur l'ensemble des périodes présentées. Dans le cadre de ce changement de méthode comptable, le groupe a pris pour option de :

- Modifier l'appellation du bilan qui devient « Etat de la situation financière »
- Compléter le compte de résultat par un « Etat du résultat global » qui regroupe le résultat de l'exercice et les autres produits et charges enregistrés directement en capitaux propres.

La première application de la norme IFRS 8 « Segments opérationnels » qui traite des informations à fournir au titre des segments opérationnels, n'a pas d'impact sur les secteurs opérationnels tels que précédemment définis.

Les frais de développement sont activés dans le respect des critères prévus par le règlement CRC-2004-06.

Seules sont exprimées les informations significatives.

2.4. Dividendes antérieurs

Nous vous demanderons de prendre acte, en application des dispositions de l'article 47 de la loi du 12 juillet 1965 (article 243 bis du Code Général des Impôts) qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices sociaux.

2.5. Délais de paiements

Conformément aux termes de l'article L 441-6 -1 alinéa 1 du Code de Commerce, nous vous informons de la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices du solde des dette à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

Fournisseurs au 31 déc. 2009 (euros)	non échu	moins de 30 jours	entre 30 et 60 jours	entre 60 et 90 jours	plus de 90 jours
Groupe	1 190 568	79 284	16 000	74 838	187 005
France	222 286	163 140	8 111	0	29 707
International hors Groupe	83 087	76 202	56 211	0	43 141

Hors facture en litige et opération intergroupe faisant l'objet de dispositions particulières, les délais de paiements moyens se situent entre 30 et 60 jours.

2.6. Activité en matière de recherche et de développement

Dalet SA a activé au cours de l'exercice 2009, les dépenses de développement de sa famille de logiciels DaletPlus, dans la mesure où elles respectent les critères définis par le règlement 2004-06 du CRC.

Les frais de développement sur les logiciels activés en immobilisations incorporelles au cours de l'année 2009 représentent 2.126.002 euros. La dotation à l'amortissement de l'exercice correspondant est de 2.351.304 euros. L'impact sur le résultat d'exploitation est de 225.302 euros.

2.7. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code Général des Impôts, il est précisé que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses visées aux articles 39-4 et 39-5 du même Code, non déductibles du résultat fiscal.

2.8. Situation de la société, perspectives d'avenir

En ce qui concerne la situation de la société et de ses perspectives d'avenir, nous nous référons à la première partie du présent rapport concernant la gestion du groupe.

2.9. Affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter le résultat net de l'exercice de la façon suivante,

soit **1.062.025 euros**

au report à nouveau qui compte tenu d'un report à nouveau antérieur de**(11.328.788) euros**

serait porté à un total de**(10.266.763) euros**

2.10. Conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce

Votre conseil d'administration a donné toutes informations utiles aux Commissaires aux comptes afin de leur permettre d'établir leur rapport spécial sur les conventions visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce.

Il vous sera donné lecture de ce rapport.

Les principales conventions sont énumérées et détaillées dans le Rapport Spécial du Conseil à l'assemblée, sur les conventions réglementées, dont il vous sera donné lecture.

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver une à une les opérations visées par les articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce décrites dans lesdits rapports.

2.11. Approbation des comptes, Quitus

Nous vous demanderons, après avoir entendu la lecture de ces rapports, de bien vouloir approuver les comptes sociaux tels qu'ils vous sont présentés, de donner quitus à vos administrateurs pour leur gestion au cours de l'exercice écoulé.

2.12. Rapport général

Il vous sera également donné lecture du rapport général de vos Commissaires aux comptes sur la vérification des comptes de l'exercice.

2.13. Informations concernant le capital social

2.13.1. Capital social au 31 décembre 2009

Au 31 décembre 2009, le capital social était de 7.058.945,60 euros, entièrement libéré, divisé en 17.764.364 actions, toutes de même catégorie d'une valeur nominale de 0,40 euro.

2.13.2. Informations concernant la détention par la société de ses propres actions

La société n'a pas procédé à l'achat d'actions propres au cours de l'exercice.

Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice :	néant
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice :	néant
Nombre d'actions transférées au cours de l'exercice :	néant
Cours moyen des achats :	néant
Cours moyen des ventes :	néant
Montant des frais de négociation :	néant
Nombre d'actions inscrites au nom de la société à la clôture de l'exercice :	néant
Valeur de ces actions évaluées au cours d'achat :	néant
Valeur nominale de ces actions à la clôture de l'exercice :	néant
Motif des acquisitions effectuées :	sans objet
Affectation non encore décidée :	sans objet
Fraction du capital que ces actions représentent :	néant

A ce jour, la société n'a aucune position ouverte sur des produits dérivés.

Aucune action acquise par la société n'a été annulée au cours des vingt-quatre derniers mois.

Par ailleurs, la société n'a pas fait usage de produits dérivés.

Nous vous proposons dans le cadre de l'assemblée générale ordinaire annuelle de déléguer toute compétence à votre conseil d'administration aux fins de mettre en place un nouveau programme de rachat d'actions dont les caractéristiques sont détaillées au point 4 du présent Rapport si il je juge opportun.

2.14. Informations concernant les plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions ainsi que les bons de souscription d'actions en cours

2.14.1. Plans d'attribution gratuite d'actions, d'options de souscription et d'achat d'actions

Aucune action gratuite, option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée aux dirigeants sociaux au cours de l'exercice écoulé.

Toutefois, pour des informations plus générales concernant ces attributions, nous vous invitons à vous reporter aux rapports spéciaux élaborés par le Conseil d'administration.

2.14.2. Bons de souscription d'actions : néant

2.15. Répartition du capital social et des droits de vote

2.15.1. La répartition du capital social et des droits de vote au 31 décembre 2009 est la suivante :

<u>Actionnaires</u>	31-déc-08				31-déc-09			
	Actions		Droits de vote		Actions		Droits de vote	
<u>Dirigeants</u>								
Michaël Elhadad	571 746	3,26%	1 100 839	5,11%	571 746	3,24%	1 143 492	5,22%
Salomon Elhadad	51 789	0,30%	103 578	0,48%	51 789	0,29%	103 578	0,47%
David Lasry (*)	464 075	2,65%	928 150	4,31%	579 342	3,28%	1 043 417	4,76%
Stéphane Guez	550 958	3,14%	1 101 916	5,11%	550 958	3,12%	1 101 916	5,03%
Stéphane Schlayen	50 000	0,29%	50 000	0,23%	100 000	0,57%	100 000	0,46%
<u>Autres actionnaires</u>								
Charles Sitbon	414 553	2,37%	829 106	3,85%	414 553	2,35%	829 106	3,78%
David Amselem	663 725	3,79%	1 327 450	6,16%	661 225	3,75%	1 322 450	6,04%
<u>Investisseurs</u>								
Fonds Galiléo	-	-	-	-	-	-	-	-
JG Partnership Ltd	34 480	0,20%	68 960	0,32%	34 480	0,20%	68 960	0,31%
ERIP	2 779 856	15,86%	2 779 859	12,90%	2 636 473	14,94%	2 636 473	12,03%
Windcrest Partners Ltd	1 485 218	8,47%	2 775 236	12,88%	1 485 218	8,42%	2 970 436	13,56%
OTC Asset Management	1 211 525	6,91%	1 211 525	5,62%	1 211 525	6,87%	1 211 525	5,53%
AGF Private Equity	403 626	2,30%	403 626	1,87%	403 626	2,29%	403 626	1,84%
<u>Auto détention</u>								
	néant				néant			
<u>Divers nominatif</u>								
	29 419	0,17%	58 708	0,27%	100 426	0,57%	129 718	0,59%
<u>Public</u>								
	8 815 394	50,30%	8 815 394	40,90%	8 846 003	50,13%	8 846 003	40,37%
<u>Total</u>	17 526 364	100,00%	21 554 347	100,00%	17 647 364	100,00%	21 910 700	100,00%

(*) pas de changement en 2009 par rapport à 2008, 115.267 actions au porteur sont comprises dans le total détenu par le public en 2008.

2.15.2. Participation des salariés au capital de la Société

Notre société n'a mis en place aucun plan d'actionnariat au bénéfice des salariés. Les salariés actionnaires de la société ont régulièrement acquis leurs actions sur le marché. Il a toutefois été attribué des actions gratuites au cours de l'exercice à certains salariés.

2.15.3. Franchissement de seuil

Par courrier reçu le 26 février 2010, la société Edmond de Rothschild Investment Partners a déclaré, à titre de régularisation, avoir franchi en baisse, le 26 octobre 2009, le seuil de 15% du capital et détenir à cette date 2 638 356 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 14,95% du capital et 12,26% des droits de vote de la société.

La société Edmond de Rothschild Investment Partners a par ailleurs précisé détenir au 25 février 2010, 2 590 067 actions DALET représentant autant de droits de vote, soit 14,68% du capital et 11,82% des droits de vote de la société.

2.15.4. Informations relatives au capital autorisé mais non émis : point sur l'utilisation des autorisations globale ou individuelles consenties au conseil d'administration:

Conformément à l'article L.225-100 du code de commerce, vous trouverez en **Annexe 2** un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires au conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital. Ce tableau fait également apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

2.15.5. Evolution du cours du titre au cours de l'exercice écoulé

Nous portons à votre connaissance qu'au cours de l'exercice écoulé, le cours unitaire de l'action a oscillé entre 0,32 euro et 0,85 euro :

Mois	Plus haut	Plus bas	Volume
janvier-09	0,50	0,35	525 616
février-09	0,42	0,35	93 282
mars-09	0,47	0,32	917 325
avril-09	0,61	0,35	2 371 593
mai-09	0,85	0,56	2 038 166
juin-09	0,72	0,60	750 181
juillet-09	0,64	0,56	245 840
août-09	0,71	0,58	1 068 102
septembre-09	0,77	0,60	1 714 145
octobre-09	0,82	0,68	1 196 986
novembre-09	0,74	0,63	338 605
décembre-09	0,69	0,61	354 635
janvier-10	0,74	0,64	797 141
février-10	0,74	0,65	628 626

Source
Euronext

2.16. Direction Générale / Gouvernement d'entreprise

Le conseil d'administration, dans sa séance du 26 juin 2002 a décidé de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général. En conséquence, il a maintenu M. David Lasry dans ses fonctions de Président Directeur Général.

2.16.1. Rémunérations attribuées aux mandataires sociaux

Jetons de présence versés en 2009

Néant

Rémunérations et avantages, de toute nature, attribués aux mandataires sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009

Les rémunérations indiquées sont des rémunérations brutes incluant les avantages en nature. Les rémunérations variables sont attribuées en fonction du respect des objectifs budgétaires du groupe. Aucun jeton de présence n'a été alloué aux membres du conseil d'administration pour l'année 2009.

Il est précisé que Monsieur Lasry bénéficie d'un régime d'assurance chômage spécifiques aux mandataires sociaux (GSC auprès de GAN Assurances) pour lequel les avantages en nature correspondants lui sont réintégrés.

Aucun des administrateurs en poste ne bénéficie d'options de souscription d'actions ni d'attribution d'actions gratuites.

Administrateurs	Année 2009			Année 2008		
	Rémunération fixe	Rémunération variable	Rémunération totale	Rémunération fixe	Rémunération variable	Rémunération totale
M. David Lasry	122 396 €	22 950 €	145 346 €	116 359 €	26 870 €	143 229 €
M. Stéphane Guez	107 544 €	24 692 €	132 236 €	101 988 €	25 524 €	127 513 €
M. Salomon Elhadad	146 094 €	28 345 €	174 439 €	158 398 €	25 772 €	184 170 €
M. Michael Elhadad	135 678 €	28 345 €	164 023 €	144 624 €	25 772 €	170 396 €
ERIP	Néant		Néant	Néant		Néant
Windcrest Partners	Néant		Néant	Néant		Néant

Autres dirigeants	Année 2009			Année 2008		
	Rémunération fixe	Rémunération variable	Rémunération totale	Rémunération fixe	Rémunération variable	Rémunération totale
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	120 772 €	47 767 €	168 539 €	122 730 €	66 039 €	188 769 €

Stock Options

Administrateurs	Options de souscription d'action :		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exercçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. David Lasry	Néant	Néant	Néant
M. Stéphane Guez	Néant	Néant	Néant
M. Salomon Elhadad	Néant	Néant	Néant
M. Michael Elhadad	Néant	Néant	Néant
Windcrest Partners	Néant	Néant	Néant
Edmond de Rothschild Investissement Partners	Néant	Néant	Néant

Autres dirigeants	Options de souscription d'action :		
	accordées pendant l'exercice	levées pendant l'exercice	exercçables (accordées au titre d'exercices antérieurs)
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	Néant	Néant	Néant

Actions gratuites

Administrateurs et autres dirigeants	Actions gratuites :		
	accordées pendant l'exercice	acquises pendant l'exercice	accordées au titre d'exercices antérieurs
M. Stéphane Schlayen (Directeur Général Délégué)	néant	50.000 (1)	50.000 (2)

(1) Conseil d'administration du 11 septembre 2007 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006.

(2) Conseil d'administration du 18 juillet 2006 selon autorisation de l'AG du 30 juin 2006.

2.16.2. Mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux dans d'autres sociétés

PRENOM, NOM ET ADRESSE FONCTION	AUTRE MANDAT OU FONCTION EXERCE DANS TOUTE SOCIETE AU TITRE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL
M. David LASRY 16, rue Escudier à Boulogne- Billancourt 92100 Président Directeur Général	- Néant
M. Stéphane GUEZ 12 rue de Fontenay 92230 SCEAUX Administrateur et Directeur Général Délégué	- Dalet Digital Media Systems USA Inc. « President »
M. Salomon ELHADAD 106, rue du Faubourg du Temple à Paris 75011 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd : President
M. Michael ELHADAD 18 avenue Mozart Paris 75016 Administrateur	- Gefen Dekel Technologies Ltd : Directeur Recherche et Développement
Windcrest Partners 112 East 42Nd Street New York N6 10168 USA Administrateur	- ENNOV : Administrateur

2.16.3. Fonctionnement des organes d'administration

Voir le Rapport du Président sur les Procédures Internes.

2.17. Informations relatives à la façon dont la Société prend en compte les conséquences environnementales et sociales de son activité

2.17.1. Conséquences environnementales

Les activités de Dalet SA ne mettant en jeu aucun processus de production ou de fabrication, elles ne peuvent constituer une agression de l'environnement naturel.

2.17.2. Conséquences sociales :

- **Effectifs**

Les effectifs moyens ont évolués comme suit :

<u>Personnel salarié</u>	31-déc.-08	31-déc.-09
Cadres	28	29
Employés	1	1
Total	29	30

<u>Personnel mis à disposition de l'entreprise</u>	31-déc.-08	31-déc.-09
Cadres	2	1
Employés		
Total	2	1

Il n'est pas fait appel à des travailleurs intérimaires.

En termes d'âge et d'ancienneté, la répartition est la suivante :

	moins 25 ans	25 - 35 ans	36 - 45 ans	plus 45 ans
Age moyen	2	11	8	9
Ancienneté moyenne	0	5	10	14

- **Formation professionnelle**

Au cours de l'exercice, 3.500 euros ont été consacrés à la formation professionnelle. Ces dépenses représentent 117 heures de formation. Les bénéficiaires ont été 5 cadres de l'entreprise. Il est à noter qu'un programme plus ambitieux visant à solder le budget disponible au titre de l'exercice a été mis en place début 2010.

- **Représentation du personnel** : la société ne possède pas de représentants du personnel ni de comité d'entreprise.
- **Emploi des travailleurs handicapés** : la société n'emploie pas de travailleurs handicapés.

Concernant le groupe, l'effectif annuel moyen 2009 est de 131 personnes.

2.18. Relations Dirigeants / actionnaires avec la société

2.18.1. Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur, dans celui d'une société qui en détient le contrôle, dans celui d'une filiale ou chez un client ou un fournisseur de l'émetteur

Voir paragraphe 2.14.1

2.18.2. Informations sur les opérations conclues avec les membres des organes d'administration et de direction et de surveillance

Voir Rapport Spécial des commissaires aux comptes.

2.18.3. Prêts et garanties, accordés ou constitués en faveur des organes d'administration, de direction et de surveillance

Néant

2.18.4. Actifs appartenant directement ou indirectement aux dirigeants ou à des membres de leur famille

Néant

2.19. Plan d'options de souscription ou d'achat d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE)

Voir Rapport sur les Stock Options

2.20. Intégration dans le présent rapport des éléments requis par l'article 1 225-100-3 du code de commerce et susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Néant

2.21. Structure du capital de la société

Voir table de capitalisation dans le présent rapport § 2.15.1

2.22. Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11

Néant

2.23. Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12

Néant

2.24. Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci

Néant

2.25. Les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier

Néant

2.26. Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote

Néant

2.27. Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société

Les statuts de la société dans ces domaines ne dérogent pas aux principes généralement admis en matière de société anonyme.

2.28. Pouvoirs du conseil d'administration, liés en particulier à l'émission ou au rachat d'action

Voir Annexe 2

2.29. Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts

Néant

3 AUTORISATION A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'INTERVENIR SUR SES ACTIONS PROPRES

Nous vous informons que le programme de rachat d'actions autorisé, conformément aux dispositions de l'article L 225-209 du Code de Commerce, par l'assemblée générale mixte du 26 juin 2009 vient à expiration à l'issue de la présente assemblée générale.

Nous vous proposons de conférer tous pouvoirs à votre conseil, avec faculté de délégation, à faire acheter par la société ses propres actions, dans le respect des conditions légales et réglementaires applicables au moment de son intervention.

Ainsi, l'assemblée générale :

- autoriserait le conseil d'administration à acquérir un nombre d'actions de la Société ne pouvant excéder 10% du nombre total d'actions composant le capital social à la date de l'assemblée générale du 26 juin 2009, soit 1.764.736 actions, pour un montant global maximum ne pouvant excéder 3.529.472 euros ;
- déciderait que l'acquisition de ces actions pourrait être effectuée par tous moyens et notamment en bourse ou de gré à gré, par blocs d'actions ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés, et aux époques que le conseil d'administration appréciera et, les actions éventuellement acquises pourront être cédées ou transférées par tous moyens en conformité avec les dispositions légales en vigueur,
- déciderait que cette autorisation d'opérer sur les propres actions de la société est conférer aux fins de :
 - l'animation du marché des actions, visant notamment à assurer la liquidité de l'action, par un prestataire de services d'investissement, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
 - l'annulation des actions acquises, sous réserve de l'adoption de la résolution à caractère extraordinaire figurant à l'ordre du jour de l'assemblée générale mixte du 24 juin 2010 et relative à l'autorisation de la réduction du capital,
 - la conservation ou/et la remise d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre de toutes opérations de croissance externe de la société ou du groupe,
 - l'attribution / la cession d'actions aux salariés ou aux dirigeants du groupe en conséquence d'obligations liées à l'émission de titres donnant accès au capital, à des programmes d'options d'achat d'actions, à l'attribution gratuite d'actions, à l'attribution ou à la cession d'actions aux salariés dans le cadre de la participation aux fruits de l'entreprise, de plan d'actionnariat salarié ou de plan d'épargne entreprise,
 - la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit de quelque manière que ce soit à l'attribution d'actions de la société,
- déciderait que le prix unitaire maximum d'achat des actions ne devrait pas être supérieur à deux (2) euros, sous réserve des ajustements en cas d'opérations sur le capital tel qu'indiqué ci-dessous ;
- déciderait que l'acquisition, la cession, le transfert de ces actions pourraient être effectués et payés par tous moyens, notamment de gré à gré ;
- déciderait que le programme de rachat d'actions mis en œuvre en application de la présente résolution pourrait être poursuivi en période d'offre publique d'achat visant la société.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas de division ou regroupement des titres, de modification du nominal de l'action, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le prix maximum d'achat indiqué ci-dessus serait ajusté dans les mêmes proportions, l'assemblée déléguant au conseil d'administration tous les pouvoirs pour se faire.

L'assemblée générale des actionnaires confèrerait tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, pour l'accomplissement de ce programme de rachat d'actions propres, et notamment pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords pour la tenue des registres d'achat et de vente d'actions, effectuer toutes formalités et déclarations auprès de

l'Autorité des Marchés Financiers et tous autres organismes, remplir toutes formalités et d'une manière générale, faire le nécessaire.

Le conseil d'administration donnera aux actionnaires dans son rapport à l'assemblée générale annuelle les informations relatives aux achats, aux transferts, aux cessions ou aux annulations de titres ainsi réalisés.

ooo ooo ooo

Nous nous tenons à votre disposition pour vous donner toutes les explications complémentaires que vous pourriez désirer.

En cas d'accord de votre part, nous vous invitons à approuver les résolutions qui vous sont présentées.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Annexe 1 : Tableau des 5 derniers Exercices

	2005	2006	2007	2008	2009
Capital en fin d'exercice					
Capital social	4.450.546	5.090.193	7.010.546	7.010.546	7.058.946
Nombre d'actions ordinaires	11.126.365	12.725.483	17.526.364	17.526.364	17.647.364
Nombre maximum d'actions à créer :					
▪ Par droit de souscription	2.222.768	1.603.815	315.800	239.700	112.000
▪ Par conversion d'obligations	4.392.000	3.513.600	0	0	0
Opérations et résultat					
Chiffre d'affaires hors taxes	8.544.202	10.747.127	13.087.770	14.235.386	14.195.028
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-2.787.065	80.617	2.480.603	1.975.904	2.115.151
Impôts sur les bénéfices	-47.442	-35.750	-28.555	-192.942	-317.038
Participation des salariés					
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-4.426.355	-1.782.079	-766.362	127.401	1.062.025
Résultat distribué					
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions	-0,246	+0,009	+0,143	+0,124	+0,138
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-0,398	-0,140	-0,044	+0,007	+0,060
Dividende attribué					
Personnel					
Effectif moyen des salariés	32	29	28	29	30
Montant de la masse salariale	2.150.173	2.084.110	2.112.926	2.205.263	2.123.454
Montant des sommes versées en avantages sociaux (Sécu. Soc. oeuvres sociales)	979.585	932.213	919.021	993.304	929.106

Annexe 2 Tableau récapitulatif des autorisations d'émission de titre de capital et de créance en cours de validité et niveau de leur utilisation.

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Augmentation de capital, avec maintient du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou d'une société contrôlée par elle à plus de 50%</i>	26 juin 2008	25 décembre 2009	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves ou bénéfices</i>	26 juin 2008	25 décembre 2009	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société ou d'une société contrôlée par elle à plus de 50%</i>	26 juin 2008	25 décembre 2009	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Augmentation du nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription</i>	26 juin 2008	25 décembre 2009	15% de l'émission initiale	Néant	
<i>Augmentation de capital en vue de rémunérer des apports en nature constitués de titres d'une société ou de valeurs mobilières donnant accès au capital</i>	26 juin 2008	25 décembre 2009	10% du capital social	Néant	
<i>Augmentation de capital, sans droit préférentiel de souscription, en vue de rémunérer des apports de titres en cas d'offre publique d'échange</i>	26 juin 2008	25 décembre 2009		Néant	
<i>Délégation de compétence à l'effet de procéder, au profit des salariés et des mandataires sociaux de la société ou du groupe, ou de certaines catégories d'entre eux, à l'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre</i>	26 juin 2008	25 décembre 2009	5% du capital social	49.000 actions soit 0,28 % du capital social	4,72 % du capital social
<i>Autorisation de concéder des options de souscriptions d'actions</i>	26 juin 2008	25 décembre 2009	500.000 actions	Néant	
<i>Autorisation de réduire le capital social par annulation d'actions propres détenues par la société</i>	26 juin 2008		10% du capital social	Néant	
<i>Autorisation d'intervenir sur ses propres actions (programme de rachat d'actions)</i>	26 juin 2008		10% du capital social	Néant	
<i>Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de créer toutes actions ou valeurs mobilières donnant</i>				Néant	

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>droit immédiatement ou à terme à une quotité du capital en cas d'offre publique d'échange initiée par la société ;</i>					
<i>Délégations de compétence octroyées au Conseil d'administration en période d'offre publique d'achat ou d'offre publique d'échange sur les titres de la société ;</i>	26 juin 2008	25 décembre 2009		Néant	
<i>Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions</i>	26 juin 2009	25 décembre 2010	500.000 actions	Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances avec maintien du droit préférentiel de souscription</i>	26 juin 2009	25 décembre 2010	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, avec suppression du droit préférentiel de souscription</i>	26 juin 2009	25 décembre 2010	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions ou d'autres titre de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou donnant droit à l'attribution de titres de créances et par placement privé</i>	26 juin 2009	25 décembre 2010	20 % du capital social	Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission de titres complémentaires dans le cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription</i>	26 juin 2009	25 décembre 2010	15 % de l'émission initiale	Néant	

Types d'autorisation	A.G.E.	Echéance	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital social autorisée	Augmentations réalisées dans le cadre de cette autorisation	Autorisation résiduelle
<i>Délégation de pouvoirs donnée au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ou autres titres de la société ou des valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 10% du capital de la société en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital</i>	26 juin 2009	25 décembre 2010	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Autorisation donnée au conseil à l'effet de procéder, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux de la société ou de son groupe, ou de certaines catégories d'entre eux, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre</i>	26 juin 2009	25 décembre 2010	5 % du capital social	Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de créer toutes actions ou valeurs mobilières sans droit préférentiel de souscription, donnant droit immédiatement ou à terme à une quotité du capital en cas d'offre publique d'échange initiée par la société</i>	26 juin 2009	25 décembre 2010	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation de tout ou partie de ses propres actions</i>	26 juin 2009	25 décembre 2010	10 % du capital social	Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social par incorporation de primes, réserves ou bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise</i>	26 juin 2009	25 décembre 2010	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €
<i>Autorisation au Conseil d'Administration d'utiliser les délégations d'augmentation et de réduction du capital social en période d'offre publique visant les titres de la Société</i>	26 juin 2009			Néant	
<i>Délégation de compétence donnée au conseil de l'effet d'augmenter le capital en faveur des salariés de la société ou des sociétés de son groupe, adhérant à un plan d'épargne d'entreprise</i>	26 juin 2009	25 décembre 2010	6.000.000 €	Néant	6.000.000 €

Annexe 3 Tableau relatif à la publicité des honoraires des Commissaires aux Comptes

Effectué au titre de l'article 221-1-2 du
Règlement Général de L'Autorité des Marchés Financiers

* * *

en milliers d'euros		DELOITTE ET ASSOCIES				Alain LAHMI			
AUDIT		2008		2009		2008		2009	
		KE	%	KE	%	KE	%	KE	%
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels et consolidés	Emetteur	62,0	85,5%	43,0	80,4%	16,0	100%	12,0	100%
	Filiales intégrées globalement	10,5	14,5%	10,5	19,6%	néant		néant	
Missions accessoires		néant		néant		néant		néant	
	<i>Sous total</i>	<i>72,5</i>	<i>100%</i>	<i>53,5</i>	<i>100%</i>	<i>16,0</i>	<i>100%</i>	<i>12,0</i>	<i>100%</i>
AUTRES PRESTATIONS LE CAS ECHEANT									
	Opération ponctuelle sur Capital	-		-				-	
	<i>Sous total</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOTAL	72,5	100%	53,5	100%	16,0	100%	12,0	100%

* * *